

Banque des Etats de l'Afrique Centrale



**Bulletin Economique
et Statistique**

BES n°01 - mars 2018

Table des matières

Liste des sigles et abréviations	3
Avant-Propos	4
I. EVOLUTIONS ECONOMIQUES, MONETAIRES ET FINANCIERES RECENTES	5
Synthèse.....	5
1. Environnement international	6
2. Secteur réel de la CEMAC	11
3. Balance des paiements et compétitivité.....	20
4. Secteur public	22
5. Monnaie et crédit.....	26
Conclusion.....	32
II. ETUDE : Diversification économique dans la CEMAC	33
Conclusion.....	43
Encadré : Mesures de diversification retenues	44
Bibliographie	45
Comité de Validation.....	47

Liste des sigles et abréviations

BEAC : Banque des Etats de l'Afrique Centrale

BES : Bulletin Economique et Statistique

BCE : Banque Centrale Européenne

CEMAC : Commission Economique et Monétaire d'Afrique Centrale

CPM : Comité de Politique Monétaire

FMI : Fonds Monétaire International

PIB : Produit Intérieur Brut

RCA : République Centrafricaine

TCER : Taux de Change Effectif Réel

Avant-Propos

En tant qu'observatoire des économies de la CEMAC, la fonction « études » est primordiale pour la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC). C'est ainsi qu'elle publie entre autres, le « Bulletin Economique et Statistique », anciennement appelé le « Bulletin Etudes et Statistique », qui est un support de diffusion des analyses produites par ses cadres et par les chercheurs de la CEMAC. Ces analyses portent sur les évolutions économiques, monétaires et financières de la sous-région, sur l'environnement de mise en œuvre de la politique monétaire, ainsi que sur des thématiques ayant trait aux missions statutaires de la Banque Centrale. Le Bulletin est destiné au grand public.

Ce bulletin est l'une des publications de la BEAC, élaborées par la Direction des Etudes et de la Stabilité Financière (DESF). Cette publication qui avait, à l'origine, une fréquence de parution mensuelle, a cessé de paraître en 2007 alors même que nombre d'abonnements étaient en cours. Au cours des dernières années, compte tenu de l'ambition du Gouvernement de la BEAC de hisser l'Institut d'Emission au niveau des meilleurs standards internationaux en matière de publication de recherche et études, et du fait d'une plus grande disponibilité des statistiques et des travaux de recherche produits par les cadres de la Banque, la décision de relancer cette publication a ainsi été prise en date du 03 juillet 2017.

Les contributions au BES proviennent des notes d'analyses élaborées par les Services de la Banque Centrale, des réflexions menées par son personnel, et des études extérieures soumises par les ressortissants de la CEMAC, dans les domaines d'intérêt pour la politique monétaire. Toutes les informations pertinentes tirées des Rapports d'Agence élaborés par les différents Centres de la BEAC sont également utilisés pour enrichir le Bulletin.

Le BES est structuré en trois parties, une qui traite des évolutions économiques, monétaires et financières, la seconde qui présente des « études » produites à l'intérieur ou l'extérieur de la Banque et une partie statistique qui fournit les données sur les projections des indicateurs et agrégats macroéconomiques faites par les services de la Banque. Les publications dans le BES sont faites soit à l'initiative des contributeurs, soit en réponse aux appels à contributions lancés par la BEAC. Le Bulletin est publié quatre fois par an, prioritairement sous forme numérique, notamment via le site web et la messagerie interne de la Banque Centrale.

Pour ce premier numéro, l'étude porte sur « la Diversification dans la CEMAC », un thème central pour les pays de la CEMAC qui veulent s'affranchir des risques inhérents à la fluctuation des cours des matières premières sur les marchés internationaux.

La BEAC encourage vivement les chercheurs et cadres des administrations publiques et privés des pays de la CEMAC à soumettre leurs travaux pour contribuer à la réflexion sur l'émergence des pays de la CEMAC.

Blaise Eugène NSOM

I. EVOLUTIONS ECONOMIQUES, MONETAIRES ET FINANCIERES RECENTES

Synthèse

Le raffermissement de l'activité économique mondiale amorcée depuis 2016 se poursuit, et se généralise, avec des hausses notables en Europe et en Asie. Des facteurs négatifs, tels que la surévaluation des actifs et des primes d'échéance très faibles font cependant redouter des corrections sur les marchés financiers, qui pourraient également résulter d'une accélération inattendue de l'inflation et des taux d'intérêt dans les pays avancés. *A moyen terme*, les conditions financières demeurent favorables, eu égard au climat sur les marchés mondiaux et l'inflation modérée. Cependant, ceci entraînerait une accumulation de facteurs de vulnérabilité financière dans les pays avancés et émergents. Des mesures de repli sur soi, des tensions géopolitiques et l'incertitude politique dans certains pays constituent aussi des risques de dégradation.

Ainsi, selon les *Perspectives de l'économie mondiale* publiées par le FMI en janvier 2018, la production mondiale a progressé de 3,7 % en 2017, et le rythme devrait atteindre 3,9 % en 2018 et 2019, en raison d'une dynamique de croissance plus forte et des effets attendus des modifications de la nouvelle politique fiscale américaine. Dans l'ensemble, les *pays développés* ont enregistré une croissance de 2,3 % en 2017 après 1,7 % en 2016, et ce rythme pourrait atteindre 2,3 % en 2018 selon le FMI. Les *pays émergents et en développement* ont quant à eux enregistré une croissance de leur activité de 4,7 % en 2017 contre 4,4 % en 2016, et le FMI table sur une progression de 4,9 % en 2018.

En Afrique subsaharienne, le taux de croissance devrait se renforcer progressivement pour atteindre 3,3 % en 2018, contre 2,7 % en 2017 et 1,4 % en 2016, soutenu notamment, par la reprise de l'économie mondiale et la remontée des cours des matières premières. Les performances des pays exportateurs de pétrole devraient se redresser graduellement. *Au Nigeria*, elle se situerait à 2,1 % en 2018, contre 0,8 % en 2017. Pour les pays importateurs de pétrole, la croissance devrait continuer de se consolider, en dépit d'une activité plus modérée en Afrique du sud, à 1 % en 2018. Dans l'*Union Economique et Monétaire Ouest Africaine*, pour 2017, la croissance économique est ressortie à 6,7 %, après 6,6 % en 2016 et 6,2 % en 2015. Le taux d'inflation, en glissement annuel, s'est établi à 1,2 % au troisième trimestre 2017 après 0,1 % le trimestre précédent, résultant de la progression des prix des produits alimentaires, à la suite d'un approvisionnement insuffisant des marchés en produits céréaliers locaux, en légumes et en produits de la pêche. En *République Démocratique du Congo*, d'après la Banque Centrale du Congo (BCC)¹, le taux de croissance de la RDC s'établirait à 3,5 % en 2018, contre 2,4 % en 2017.

Les dernières estimations des services de la Banque pour l'année **2017** confirment le ralentissement des activités, en raison des contreperformances du secteur pétrolier qui se sont diffusées dans le secteur non pétrolier. En outre, les effets des mesures de consolidation budgétaire et de l'effort budgétaire pour le maintien de la sécurité en République Centrafricaine, dans les régions du Nord-Ouest, du Sud-Ouest, et de l'Extrême-Nord du Cameroun qui se poursuivent, ont également pesé sur les activités de la Zone.

Pour l'année 2018, il est prévu une reprise des activités en raison de la remontée des cours du pétrole brut envisagée sur les marchés mondiaux, du dynamisme du secteur non pétrolier, tiré principalement par les activités des branches des services marchands, des industries manufacturières et dans une moindre mesure des BTP, et de l'ajustement opéré par la plupart des Etats en matière de gestion des finances publiques.

Au final, **l'année 2017**, les estimations de la BEAC font ressortir : *i*) un taux de croissance du PIB réel en recul de 0,1 % (-2,2 % pour le secteur pétrolier et +0,3 % pour le secteur non pétrolier), après un taux nul en 2016, *ii*) une décélération des tensions sur les prix, le taux d'inflation étant revenu

¹ Séance du Comité de politique monétaire du 7 février 2018.

à 0,9 %, contre 1,1 % en 2016, *iii*) un déficit du solde budgétaire, base engagements, dons compris, revenant de -5,6 % du PIB en 2016, à -2,8 % du PIB en 2017, et *iv*) une contraction du déficit extérieur courant (en baisse de 78,0 %, à 1 489,1 milliards), à -3,1 % du PIB, contre -14,7 % du PIB en 2016. Sur le plan de la monnaie, la masse monétaire a fléchi de 0,4 %, à 10 602,9 milliards à fin décembre 2017, et le taux de couverture extérieure de la monnaie a fléchi à 57,5 %, contre 59,1 % à fin décembre 2016. Les créances nettes sur les États ont augmenté de 12,4 % en une année, pour se situer à 2 745,8 milliards à fin décembre 2017. Cependant, leur rythme annuel de progression est en constante régression depuis le mois d'avril 2017. L'encours des crédits à l'économie s'est contracté de 1,9 %, pour revenir à 7 794,2 milliards au 31 décembre 2017.

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1. Environnement international

Dans l'ensemble, les pays développés ont enregistré une croissance de 2,3 % en 2017 après 1,7 % en 2016, et ce rythme pourrait atteindre 2,3 % en 2018 selon le FMI.

1.1 Economie mondiale

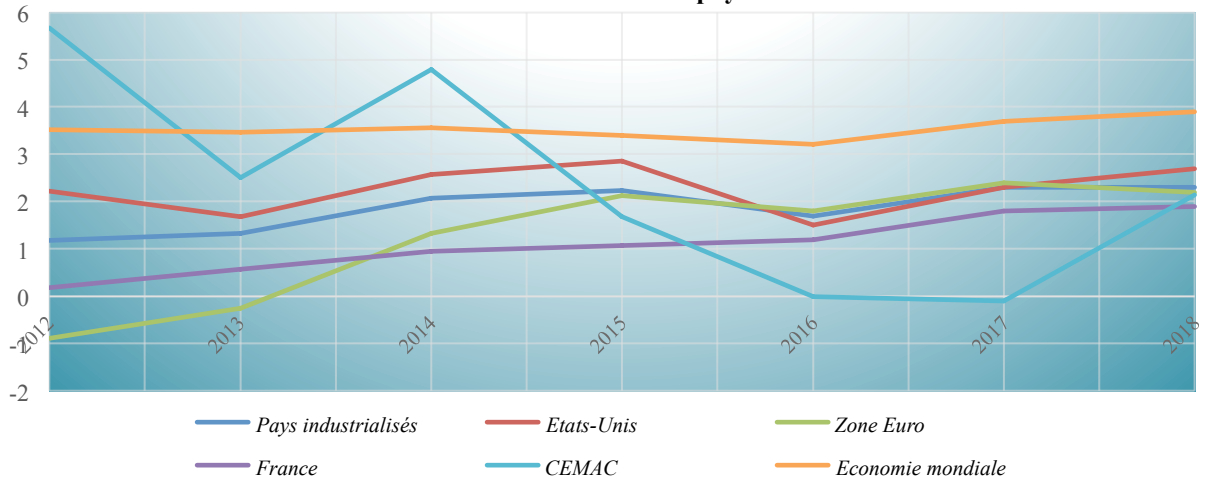
T1. Taux de croissance réelle des principaux pays partenaires

	2012	2013	2014	2015	2016	2017 Estim	2018 Prév
Economie mondiale	3,5	3,5	3,6	3,4	3,2	3,7	3,9
Pays industrialisés	1,2	1,3	2,1	2,2	1,7	2,3	2,3
Etats-Unis	2,2	1,7	2,6	2,9	1,5	2,3	2,7
Zone Euro	-0,9	-0,2	1,3	2,1	1,8	2,4	2,2
France	0,2	0,6	0,9	1,1	1,2	1,8	1,9
Pays émergents et en développement d'Asie	7,0	6,9	6,8	6,8	6,4	6,5	6,5
Chine	7,9	7,8	7,3	6,9	6,7	6,8	6,6
Inde	6,6	5,6	6,6	7,5	7,1	6,7	7,4
Pays d'Amérique Latine	3,0	2,9	1,2	0,1	-0,7	1,3	1,9
Russie	4,0	3,5	1,3	0,7	-0,2	1,8	1,7
Pays d'Afrique Subsaharienne	4,4	5,3	5,1	3,4	1,4	2,7	3,3
CEMAC	5,7	2,5	4,8	1,7	0,0	-0,1	2,1
UEMOA	6,2	5,9	6,5	6,2	6,6	6,7	6,8
Afrique du Sud	2,2	2,5	1,7	1,3	0,3	0,9	0,9
Nigeria	4,3	5,4	6,3	2,7	-1,6	0,8	2,1

Sources : Perspectives économiques du FMI (mise à jour de janvier 2018), Base de données du WEO (avril 2017), BEAC, BCEAO.

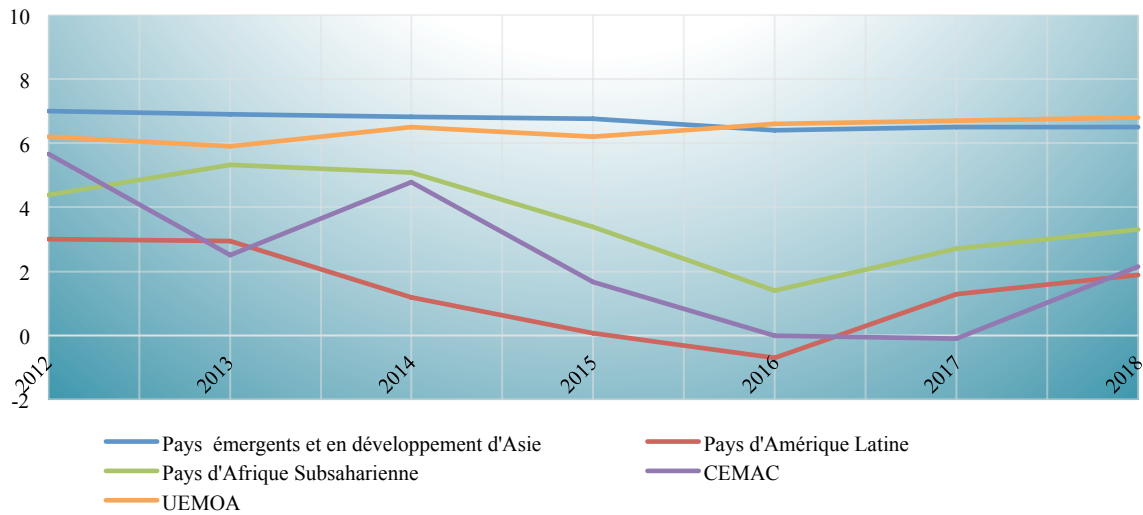
Les pays émergents et en développement ont quant à eux enregistré une croissance de leur activité de 4,7 % en 2017 contre 4,4 % en 2016, et le FMI table sur une progression de 4,9 % en 2018.

G1. Taux de croissance réelle des pays industrialisés



Sources : Perspectives économiques du FMI (mise à jour de janvier 2018), Base de données du WEO (avril 2017), BEAC, BCEAO.

G2. Taux de croissance réelle des pays en développement



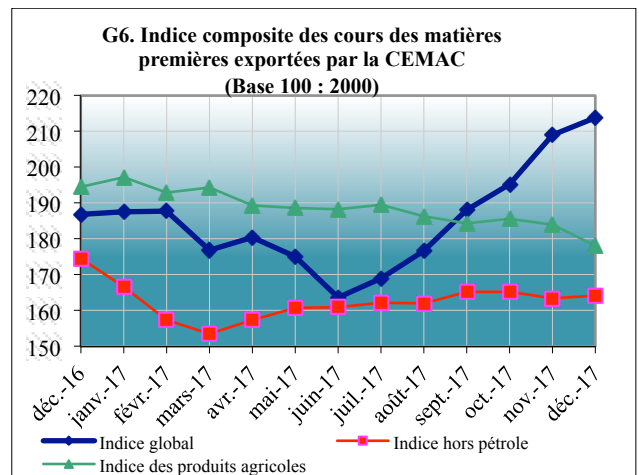
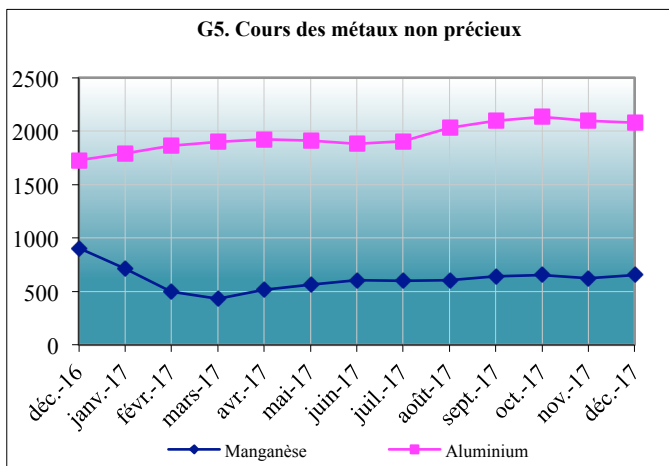
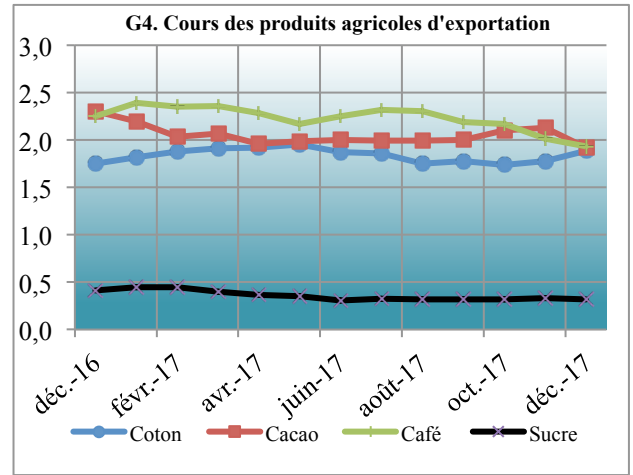
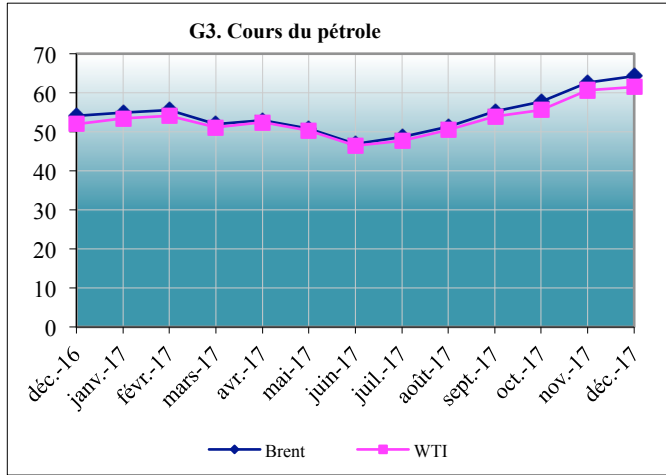
Sources : Perspectives économiques du FMI (mise à jour de janvier 2018), Base de données du WEO (avril 2017), BEAC, BCEAO

T2. Cours des principales matières premières exportées par la CEMAC

		déc-16	janv-17	févr-17	mars-17	avr-17	mai-17	juin-17	juil-17	août-17	sept-17	oct-17	nov-17	déc-17
Produit	Unité													
Pétrole														
Brent	Dollars / baril	54,1	54,9	55,5	52,0	53,0	50,9	46,9	48,7	51,4	55,2	57,6	62,6	64,2
WTI	Dollars / baril	52,0	53,4	54,2	51,2	52,5	50,3	46,4	47,6	50,4	53,9	55,6	60,6	61,4
Bois														
Sappeli, sciages, fob	Dollars/m ³	598,1	590,7	598,3	591,2	605,3	619,4	613,2	622,3	621,2	637,7	632,5	633,4	642,2
Okoumé, grumes, fob	Dollars/m ³	221,4	222,9	223,5	224,4	252,0	270,9	275,1	282,0	289,3	288,9	288,0	287,6	289,8
Coton	US cents/kg	1,8	1,8	1,9	1,9	1,9	2,0	1,9	1,9	1,7	1,8	1,7	1,8	1,9
Cacao	US cents/kg	2,3	2,2	2,0	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1	2,1	1,9
Café	US cents/kg	2,3	2,4	2,3	2,4	2,3	2,2	2,2	2,3	2,3	2,2	2,2	2,0	1,9
Sucre	US cents/kg	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Caoutchouc	US cents/kg	2,2	2,6	2,7	2,3	2,2	2,1	1,7	1,7	1,8	1,9	1,6	1,6	1,7
Manganèse	\$/tonne	906,8	713,5	499,5	429,8	516,0	565,8	606,4	599,0	606,3	639,6	650,8	622,5	655,0
Aluminium	\$/tonne	1 728,0	1 791,0	1 861,0	1 901,0	1 921,0	1 913,0	1 883,0	1 903,0	2 030,0	2 096,5	2 131,5	2 097,4	2 080,5
Gaz naturel et méthanol														
Europe	\$/mmbtu	5,5	5,5	6,3	5,4	5,2	5,4	5,4	5,2	5,3	5,5	6,1	6,0	6,6
Etats-Unis	\$/mmbtu	3,6	3,3	2,8	2,9	3,1	3,1	2,9	3,0	2,9	3,0	2,9	3,0	2,8
Indice composite (cours exprimés en dollars) - Base 100 : année 2000 -														
Indice global		186,8	187,6	187,7	176,9	180,5	175,0	163,7	169,0	176,7	188,1	195,2	209,0	213,9
Indice hors pétrole		174,6	166,8	157,5	153,6	157,4	160,8	161,0	162,2	162,1	165,2	165,3	163,4	164,2
Indice des produits agricoles		194,6	197,2	192,9	194,4	189,4	188,6	188,3	189,5	186,3	184,3	185,6	184,0	178,1

Source : Banque Mondiale Note: nd = Non disponible

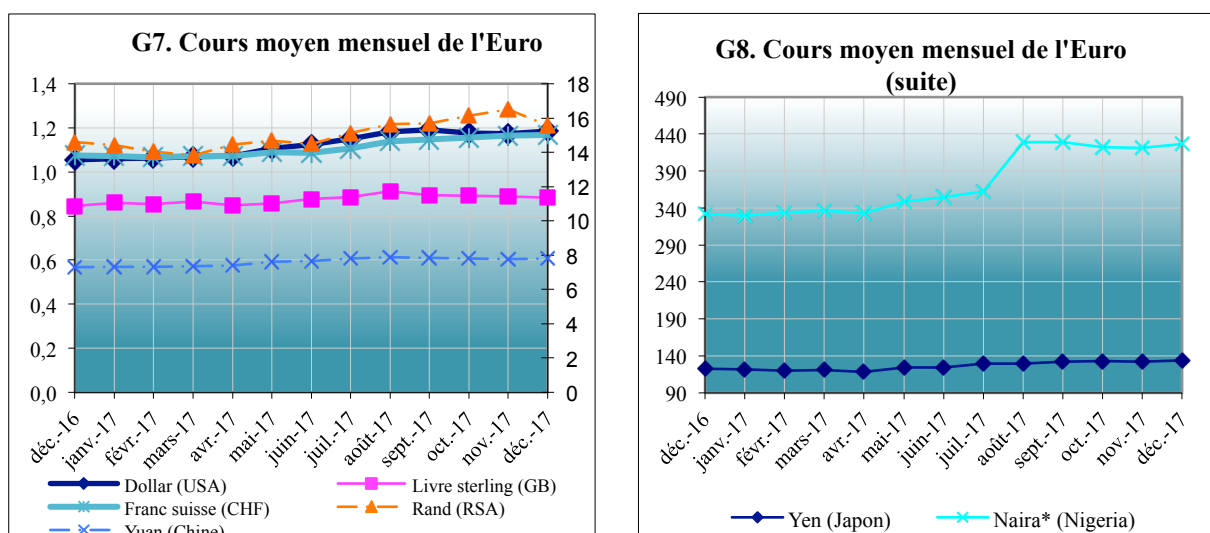
Au quatrième trimestre 2017, les cours des principaux produits de base exportés par la CEMAC se sont, pour la plupart, inscrits en légère hausse. Au total, l'indice composite des cours mondiaux des matières premières exportées s'est accru de 13,98 % entre janvier et décembre 2017. En intégrant la dépréciation du dollar américain vis-à-vis du F CFA sur la même période (-10,33 %), les prix à l'exportation des matières premières exprimés en F CFA ont augmenté en moyenne de 2,19 %.



Source : Banque Mondiale

1.3 Marchés financiers et orientations des principales banques centrales

Sur le marché des changes, l'euro a enregistré, en moyenne mensuelle, une hausse continue par rapport au dollar, de janvier 2017 à janvier 2018. La normalisation de la politique monétaire de la Fed se poursuit, avec notamment cinq relèvements de taux depuis 2015, une réduction du bilan de la Fed, gonflé dans le cadre du *Quantitative Easing* et l'amélioration des performances économiques en Zone Euro. L'euro s'échangeait à 1,061 en janvier 2017 contre 1,184 dollar en décembre 2017, soit une hausse de 11,5 %.



Source : Banque de France

L'examen des politiques monétaires de quelques banques centrales dans le monde durant le Comité de Politique Monétaire (CPM) du 19 décembre 2017 avait montré qu'en dehors du Japon et de la Chine, les banques centrales des pays industrialisés s'étaient engagées dans un processus de normalisation de leurs politiques monétaires. Cependant, exception faite du Nigéria et de la RDC, les politiques monétaires accommodantes avaient été maintenues par la plupart des banques centrales de l'Afrique subsaharienne. Depuis lors, la Réserve Fédérale (Fed) et la Banque du Canada ont tour à tour procédé à un resserrement de leurs politiques monétaires, tandis que le Japon et la Chine tardent encore à s'aligner dans la dynamique des autres pays industrialisés. Quoiqu'il en soit, au regard de l'accélération de la croissance mondiale, les marchés financiers anticipent des hausses successives des taux directeurs en 2018 et même au-delà, dans la quasi-totalité des *pays industrialisés*.

En *Afrique subsaharienne* par contre, aucune banque centrale du panel n'a modifié son taux directeur depuis le mois de juillet 2017, mois durant lequel la banque centrale Sud-africaine avait réorienté sa politique monétaire. Toutefois, pour faire face à des niveaux d'inflation record enregistrés depuis le second semestre 2016, les politiques monétaires des banques centrales du Nigéria et de la RDC ont maintenu leur orientation restrictive.

T4 : Taux Directeurs des principales Banques Centrales

(en pourcentage)

	Mars -17	Avr -17	Mai -17	Juin -17	Juil -17	Août -17	Sept -17	Oct -17	Nov -17	Déc -17	Janv -18	Févr -18	Mars -18
Fédéral Reserve (Fed)													
Taux des Fonds Fédéraux	0,5-	0,5-	0,5-	1,00-	1,00-	1,00-	1,00-	1,00-	1,00-	1,00-	1,00-	1,00-	1,00-
	0,75	0,75	0,75	1,25	1,25	1,25	1,25	1,25	1,25	1,25	1,25	1,25	1,25
Bank of Japan (BoJ)													
Taux au jour le jour	-0,10	-0,10	-0,10	-0,10	-0,10	-0,10	-0,10	-0,10	-0,10	-0,10	-0,10	-0,10	-0,10
Bank of England (BoE)													
Taux de prise en pension	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50
Banque du Canada													
Taux de refinancement	0,50	0,50	0,50	0,50	0,75	0,75	1,00	1,00	1,00	1,00	1,25	1,25	1,25
Banque Centrale Européenne (BCE)													
Taux des principales opérations de refinancement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taux d'intérêt de la BCEAO													
Taux des pensions	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50
Taux d'injection de liquidités	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50

Sources: Fed, BoE, BoJ, Banque du Canada, BCE et BCEAO

SECTEUR REEL DE LA CEMAC

2. Secteur réel de la CEMAC

2.1 Activité

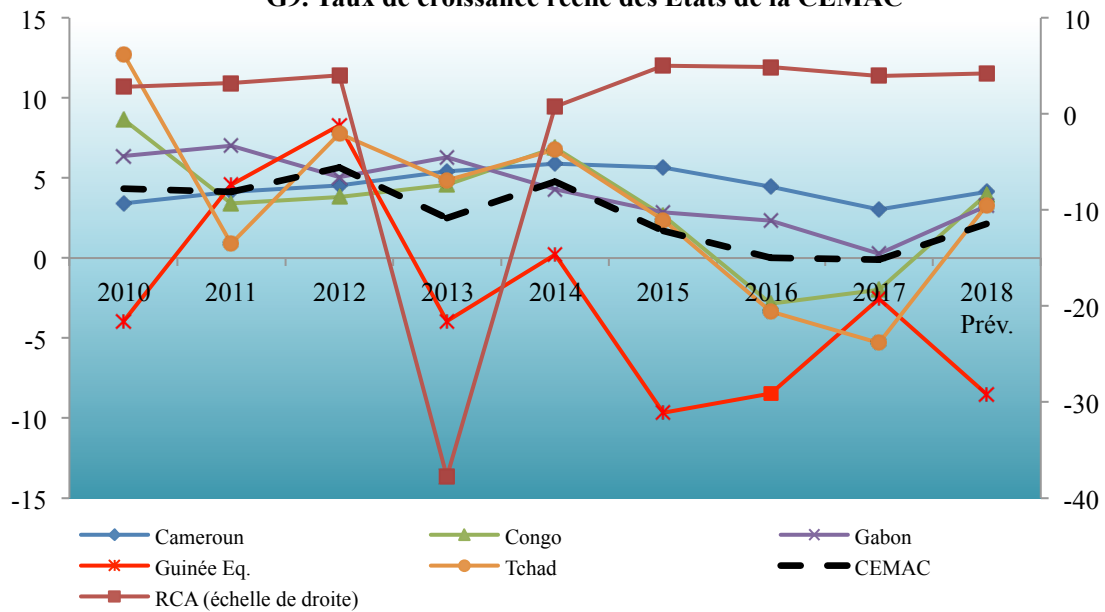
Les économies des pays de la CEMAC ont continué de pâtir en 2017 des effets du niveau encore bas des cours du pétrole brut, en dépit de la remontée qui s'est déclenchée en mi-novembre 2017. En effet, la tendance à la baisse du taux de croissance s'est poursuivie pour ressortir à -0,1 % en 2017, contre une croissance nulle un an plus tôt. Dans une proportion moindre qu'en 2016 (-6,3 %), le secteur pétrolier a reculé de 2,2 %, tandis que le secteur non pétrolier a réalisé une progression de 0,3 %, contre +1,4 % en 2016. En 2017, le secteur pétrolier y a contribué pour -0,4 point, contre -1,1 point en 2016, alors que la contribution du secteur non pétrolier est revenue à 0,3 point, contre +1,1 point en 2016.

Par pays, il est observé une décélération de la croissance économique en République Centrafricaine (+3,9 % en 2017, contre +4,9 % en 2016), au Cameroun (+3,0 % en 2017, contre +4,5 % un an plus tôt) et au Gabon (+0,3 % en 2017, contre +2,4 % un an auparavant). En revanche, tout en demeurant négatif, le taux de croissance s'est redressé au Congo (-2,0 % en 2017, contre -2,8 % un an plus tôt) et en Guinée Equatoriale (-2,7 % en 2017, contre -8,5 % en 2016), tandis qu'il s'est détérioré au Tchad (-5,3 % en 2017, contre -3,3 % un an auparavant).

T5 : Taux de croissance des pays de la CEMAC

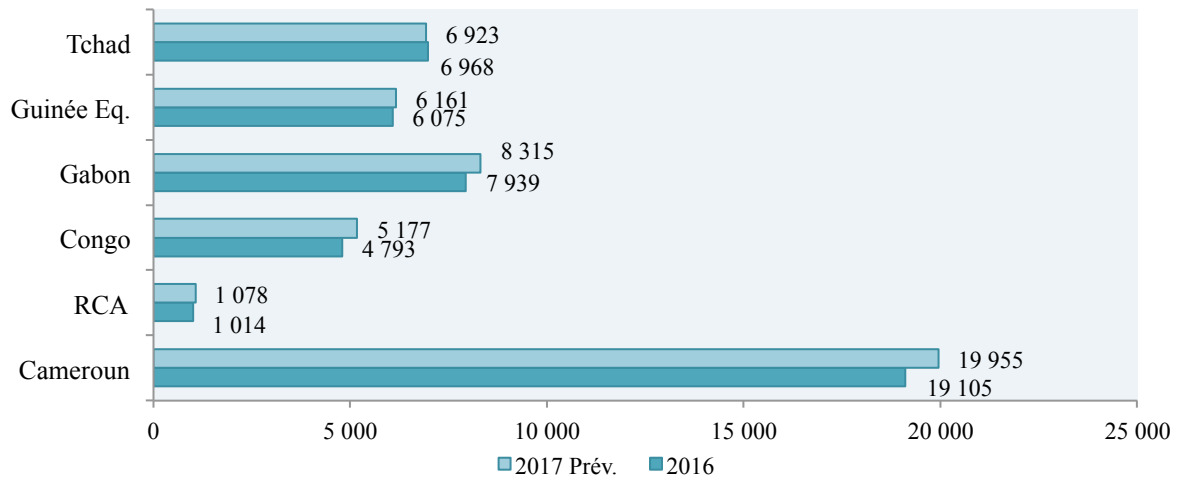
	Taux de croissance nominale (en %)			Taux de croissance réelle (en %)			Taux de croissance du PIB réel hors pétrole (en %)		
	2016	2017 Estim.	2018 Prév.	2016	2017 Estim.	2018 Prév.	2016	2017 Estim.	2018 Prév.
Cameroun	4,5	4,8	7,8	4,5	3,0	4,1	4,4	5,1	4,3
RCA	7,1	6,4	7,5	4,9	3,9	4,2	4,9	5,1	4,8
Congo	-11,6	13,0	10,6	-2,9	-2,0	4,0	5,2	-3,1	-6,3
Gabon	-2,3	8,1	6,7	2,4	0,3	3,2	1,2	4,4	2,1
Guinée Equatoriale	-13,1	8,3	-2,9	-8,5	-2,5	-8,7	-2,8	-8,0	-1,4
Tchad	-3,2	-3,4	4,8	-3,3	-5,3	3,3	-2,7	-3,0	-0,5
CEMAC	-2,3	5,5	6,1	0,0	-0,1	2,1	2,2	1,6	1,0

Sources : Administrations Nationales et BEAC

G9. Taux de croissance réelle des Etats de la CEMAC

Sources : Administrations Nationales et BEAC

G10. PIB nominal des Etats de la CEMAC (en milliards de FCFA)

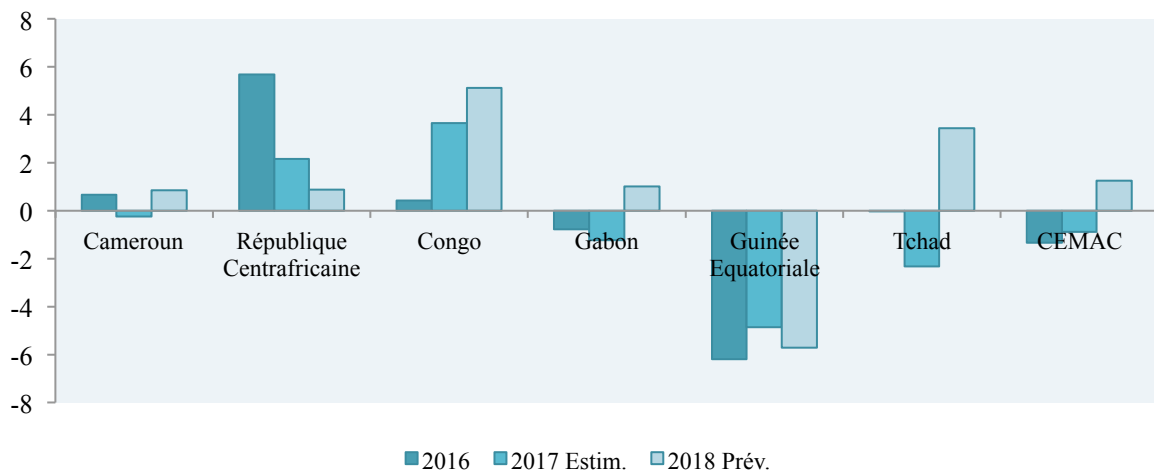


T6 : Contribution à la croissance

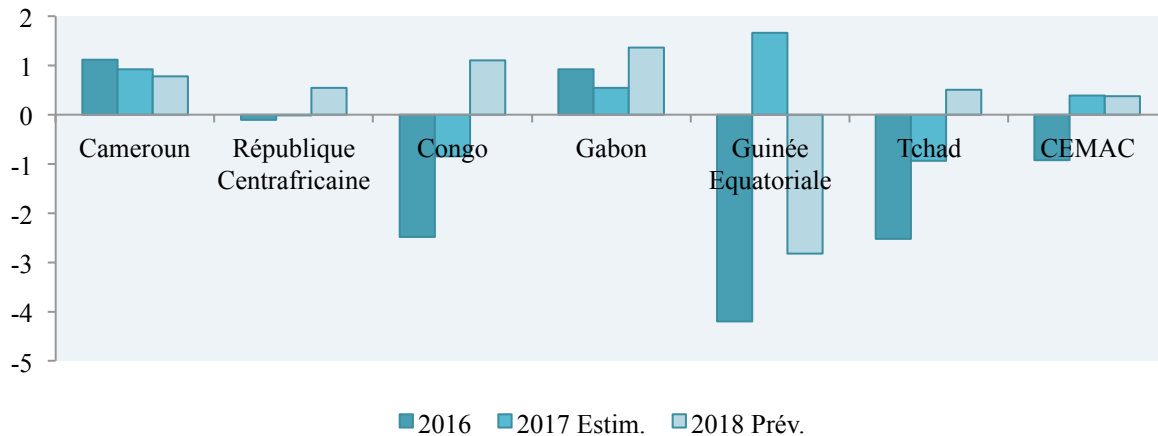
	Secteur primaire			Secteur secondaire			Secteur tertiaire			Taxes nettes sur les produits		
	2016	2017 Estim.	2018 Prév.	2016	2017 Estim.	2018 Prév.	2016	2017 Estim.	2018 Prév.	2016	2017 Estim.	2018 Prév.
Cameroun	0,7	-0,2	0,8	1,1	0,9	0,8	2,3	2,0	2,2	0,3	0,3	0,4
République Centrafricaine	5,7	2,2	0,9	-0,1	0,0	0,5	-0,2	1,8	2,7	-0,5	0,0	0,1
Congo	0,4	3,7	5,1	-2,5	-0,8	1,1	-0,9	-4,3	-2,0	-0,9	-4,3	-2,0
Gabon	-0,8	-1,2	1,0	0,9	0,5	1,4	2,0	0,6	0,6	0,2	0,4	0,3
Guinée Equatoriale	-6,2	-4,9	-5,7	-4,2	1,7	-2,8	2,0	0,4	0,0	0,0	0,1	0,0
Tchad	0,0	-2,3	3,4	-2,5	-0,9	0,5	-0,9	-2,2	-0,7	0,1	0,2	0,1
CEMAC	-1,3	-0,9	1,2	-0,9	0,4	0,4	1,3	0,4	0,7	0,9	0,0	-0,2

Sources : Administrations Nationales et BEAC

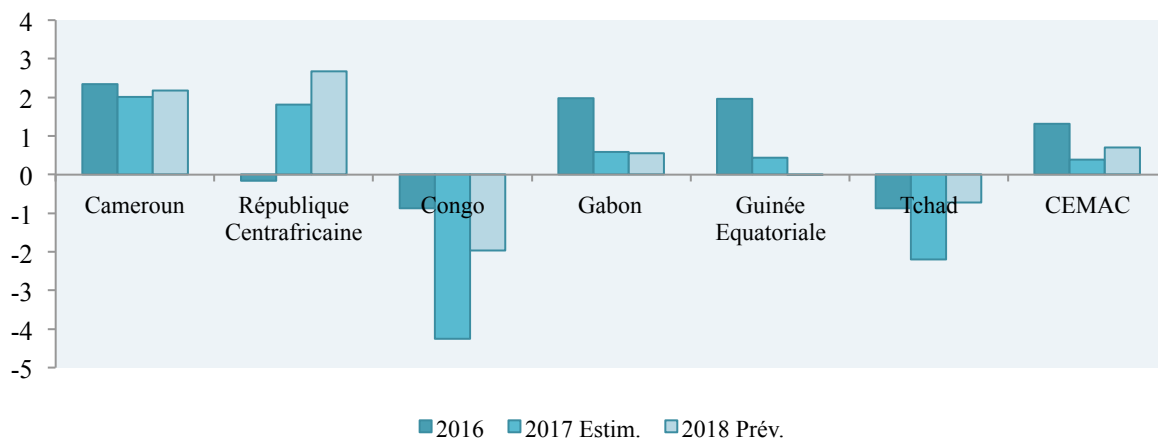
G11. Contribution du secteur primaire à la croissance



G12. Contribution du secteur secondaire à la croissance



G13. Contribution du secteur tertiaire à la croissance



2.2 Prix

La remontée des pressions inflationnistes entamée timidement au troisième trimestre s'est poursuivie, dans la CEMAC, au quatrième trimestre 2017, contenues toutefois en-dessous de la norme communautaire de 3 % en moyenne annuelle. En effet, le taux d'inflation en moyenne annuelle est revenu de +1,2 % en décembre 2016, à +0,9 % en décembre 2017, après +0,6 % en septembre 2017. Cette dynamique de l'indice général des prix à la consommation des ménages est observée dans tous les Etats membres, sauf au Gabon et en Guinée Equatoriale.

Ainsi, sur la base des données disponibles au 31 décembre 2017, la situation se présente comme suit : Cameroun (+0,6 %), République Centrafricaine (+4,2 %), Congo (+0,2 %), Gabon (+2,7 %), Guinée Equatoriale² (+0,8 %) et Tchad (-0,9 %)³. En glissement annuel, la variation du niveau général

² Le taux d'inflation calculé sur la base des indices des douze fonctions fournies par la publication de l'INEGE ne corroborent pas le taux de 1,1 % qui apparaît dans la note d'analyse à la page 4. En outre, à la page 5, du même document d'analyse, la courbe qui représente l'évolution des taux d'inflation en moyenne annuelle en 2017 confirme bien le taux de 0,7 % à fin décembre 2017, alors que la BEAC obtient 0,8 %, en raison des problèmes d'arrondis.

des prix dans la CEMAC s'est située à +1,7 % au terme de l'année 2017, contre -0,1 % un an auparavant. Les performances par pays au 31 décembre 2017 ressortent comme suit : Cameroun (+0,8 %), République Centrafricaine (+7,2 %), Congo (+1,0 %), Gabon (+1,1 %), Guinée Equatoriale (-0,2 %) et Tchad (+3,8 %).

³ Les données du Tchad fournies par l'ICASSES s'arrêtent à octobre 2017 au moment de la rédaction de la note. Par conséquent, les mois de novembre et décembre ont été estimés par les services de la BEAC.

T8. Taux d'inflation sur les 12 derniers mois

Variation en moyenne annuelle de l'Indice des Prix à la Consommation													
	déc-16	janv-17	févr-17	mars-17	avr-17	mai-17	juin-17	juil-17	août-17	sept-17	oct-17	nov-17	déc-17
Cameroun	0,9	0,8	0,7	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6
RCA	4,9	3,7	2,5	1,6	1,1	1,3	1,7	2,6	2,9	2,5	2,6	3,2	4,2
Congo	3,8	3,6	3,3	2,5	2,0	1,6	1,2	0,9	0,7	0,5	0,3	0,3	0,2
Gabon	2,0	2,4	2,6	2,7	2,9	3,1	3,3	3,5	3,5	3,5	3,2	2,9	2,7
Guinée Equatoriale	1,2	1,1	0,9	0,9	0,9	1,0	1,2	1,2	1,2	1,1	1,0	1,0	0,8
Tchad	-1,7	-4,9	-3,5	-1,6	0,3	-2,9	-3,2	-3,3	-3,1	-2,7	-2,2	-1,6	-0,9
CEMAC*	1,2	1,1	0,9	0,7	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,9
UEMOA	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,2	0,2	0,2	0,3	0,5	0,6	0,8	0,9
Zone Euro	0,2	0,4	0,5	0,7	0,9	1,0	1,1	1,2	1,3	1,4	1,5	1,5	1,6
France	0,3	0,4	0,5	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1
Etats Unis	0,7	0,8	1,0	1,1	1,2	1,3	1,4	1,5	1,6	1,6	1,6	1,7	1,6
Variation en glissement annuel de l'Indice des Prix à la Consommation													
	déc-16	janv-17	févr-17	mars-17	avr-17	mai-17	juin-17	juil-17	août-17	sept-17	oct-17	nov-17	déc-17
Cameroun	0,3	0,4	0,5	0,4	0,8	0,3	0,6	0,6	0,7	0,8	0,9	0,9	0,8
RCA	-4,5	-3,1	-3,0	0,1	2,5	6,7	9,3	11,4	6,6	3,4	3,9	6,6	7,2
Congo	1,8	0,2	0,0	-3,1	-0,4	0,0	0,1	0,8	0,7	0,9	1,1	1,1	1,0
Gabon	4,0	3,9	3,1	2,8	3,5	3,4	3,5	3,4	3,0	3,1	0,6	0,8	1,1
Guinée Equatoriale	2,2	0,2	0,5	1,5	1,6	1,8	1,9	0,7	0,5	0,3	0,1	0,9	-0,2
Tchad	-4,6	-3,2	-2,4	-2,7	-2,3	-1,5	-2,9	-1,8	-0,9	-0,3	0,9	3,4	3,8
CEMAC*	-0,1	0,0	0,0	-0,1	0,6	0,9	1,0	1,3	1,1	1,1	1,1	1,7	1,7
UEMOA	-0,2	0,7	1,1	0,8	0,3	-0,1	0,9	0,6	1,1	1,4	1,4	1,4	1,3
Zone Euro	1,1	1,8	2,0	1,5	2,2	1,4	1,3	1,3	1,5	1,5	1,4	1,5	1,4
France	0,8	1,6	1,4	1,4	1,4	0,9	0,8	0,8	0,5	1,1	1,2	1,2	1,2
Etats Unis	2,1	2,1	2,4	2,0	1,8	1,4	1,0	1,2	1,5	1,2	1,7	1,9	0,9

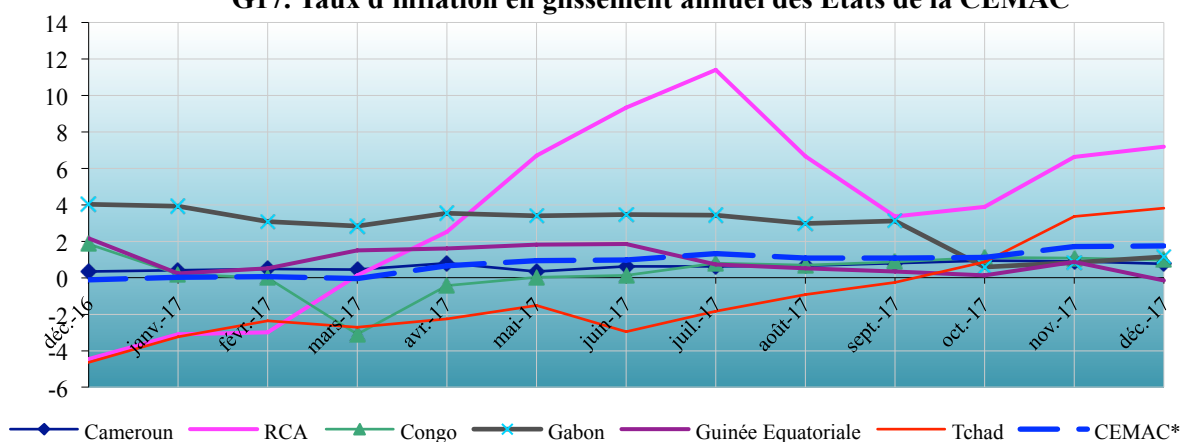
Sources : FMI, Administrations Nationales et BEAC

T9. Variation en glissement annuel de l'Indice des Prix à la Consommation

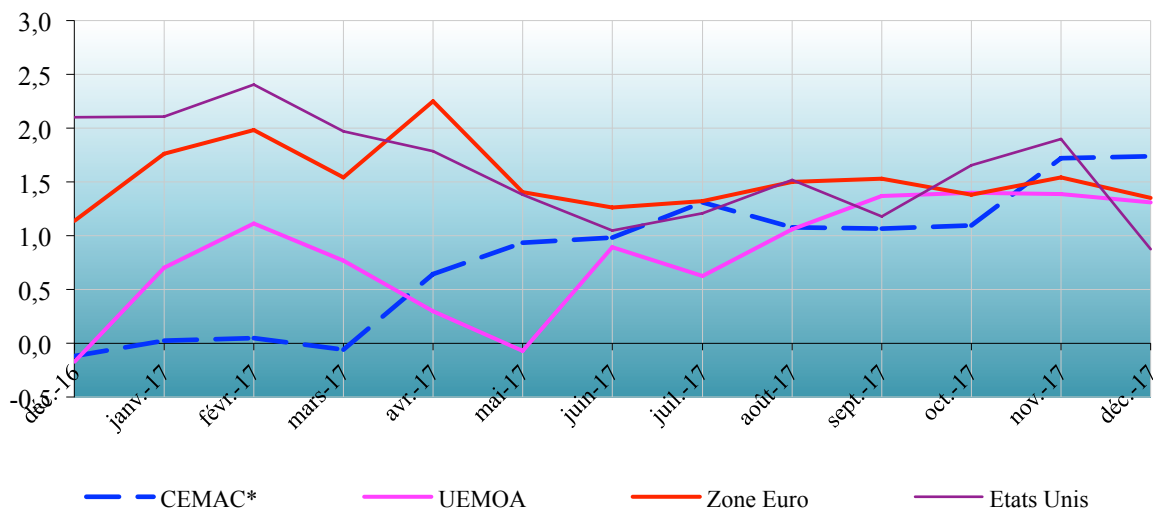
	Dec -16	Janv -17	Févr -17	Mars -17	Avr -17	Mai -17	Juin -17	Juil -17	Août -17	Sept -17	Oct -17	Nov -17	Déc -17
Cameroun	0,2	0,2	0,2	0,2	0,4	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,5	0,5	0,4
RCA	-0,3	-0,2	-0,2	0,0	0,2	0,5	0,7	0,8	0,5	0,3	0,3	0,5	0,5
Congo	0,2	0,0	0,0	-0,3	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Gabon	0,5	0,5	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,1	0,1	0,1
Guinée Equatoriale	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tchad	-0,7	-0,5	-0,4	-0,4	-0,4	-0,2	-0,5	-0,3	-0,1	0,0	0,1	0,5	0,6
CEMAC*	-0,2	-0,1	0,0	-0,1	0,7	0,9	1,0	1,3	1,1	1,1	1,1	1,7	1,7

Source : Administrations nationales, BEAC

G17. Taux d'inflation en glissement annuel des Etats de la CEMAC



G18. Taux d'inflation en glissement annuel des partenaires



T10. Indice des prix de la CEMAC par fonction de consommation

Base 100 : Année 2011															
POSTES DE CONSOMMATION	Déc -16	Janv -17	Févr -17	Mars -17	Avr -17	Mai -17	Juin -17	Juil -17	Août -17	Sept -17	Oct -17	Nov -17	Déc -17	Moy. Ann.*	Gli. Ann.**
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	113,4	113,1	113,5	113,3	114,7	115,7	116,5	116,8	117,0	116,8	116,4	116,0	115,6	-0,2%	1,9%
Boissons alcoolisées et tabac	116,2	115,7	115,3	116,5	116,9	117,3	116,3	116,0	116,0	116,2	116,6	117,2	116,8	0,4%	1,6%
Articles d'habillement et chaussures	111,2	111,3	112,0	113,1	112,2	111,9	112,3	112,6	112,3	112,5	112,4	112,2	112,5	1,3%	1,2%
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	113,5	112,5	113,0	111,7	113,1	113,1	113,4	113,2	113,4	113,7	113,3	115,3	115,5	2,3%	1,8%
Meubles, articles de ménage et entretien courant de la maison	114,8	114,6	114,2	115,4	114,3	114,3	114,0	114,3	114,4	114,7	114,8	114,9	115,1	0,1%	0,3%
Santé	105,9	107,4	107,5	107,0	107,4	107,7	107,4	107,5	107,5	107,8	108,3	108,6	108,3	3,0%	2,3%
Transports	118,4	119,3	119,1	119,1	119,3	119,6	119,5	119,4	119,6	119,9	119,7	119,8	120,1	1,5%	1,4%
Communications	88,9	90,7	90,4	90,2	91,1	90,9	90,7	90,5	90,5	90,9	91,3	90,8	90,3	1,8%	1,6%
Loisirs et culture	108,9	109,3	109,4	109,0	109,3	109,5	109,1	109,5	109,7	110,3	110,4	110,6	110,5	0,4%	1,4%
Enseignement	118,1	118,7	118,7	118,4	119,0	119,3	118,9	117,8	117,2	121,5	123,7	123,8	123,5	2,6%	4,6%
Restaurants et hôtels	120,2	121,1	120,2	120,4	121,2	121,3	121,5	121,0	121,6	121,9	123,1	122,5	122,4	0,7%	1,8%
Biens et services divers	116,1	115,9	115,3	115,7	116,6	117,5	116,6	117,0	117,4	117,9	118,1	118,1	118,6	1,9%	2,1%
Indice général national	113,1	113,1	113,3	113,2	114,0	114,4	114,7	114,8	114,9	115,1	115,0	115,2	115,1	0,9%	1,7%
Produits locaux	113,1	113,1	113,3	113,2	114,0	114,4	114,7	114,8	114,9	115,1	115,0	115,2	115,1	-	1,7%
Produits importés														-	-
<i>Indice hors alimentation</i>	<i>112,9</i>	<i>113,1</i>	<i>113,1</i>	<i>113,1</i>	<i>113,5</i>	<i>113,6</i>	<i>113,6</i>	<i>113,5</i>	<i>113,6</i>	<i>114,1</i>	<i>114,2</i>	<i>114,7</i>	<i>114,7</i>	<i>1,6%</i>	<i>1,6%</i>
<i>Indice hors Transports</i>	<i>110,0</i>	<i>110,3</i>	<i>110,2</i>	<i>110,3</i>	<i>110,6</i>	<i>110,7</i>	<i>110,6</i>	<i>110,6</i>	<i>110,7</i>	<i>111,2</i>	<i>111,4</i>	<i>111,6</i>	<i>111,7</i>	<i>1,4%</i>	<i>1,5%</i>
<i>Indice hors alimentation et transports</i>	<i>111,9</i>	<i>112,0</i>	<i>112,0</i>	<i>112,0</i>	<i>112,4</i>	<i>112,5</i>	<i>112,5</i>	<i>112,4</i>	<i>112,5</i>	<i>113,0</i>	<i>113,2</i>	<i>113,7</i>	<i>113,8</i>	<i>1,6%</i>	<i>1,7%</i>

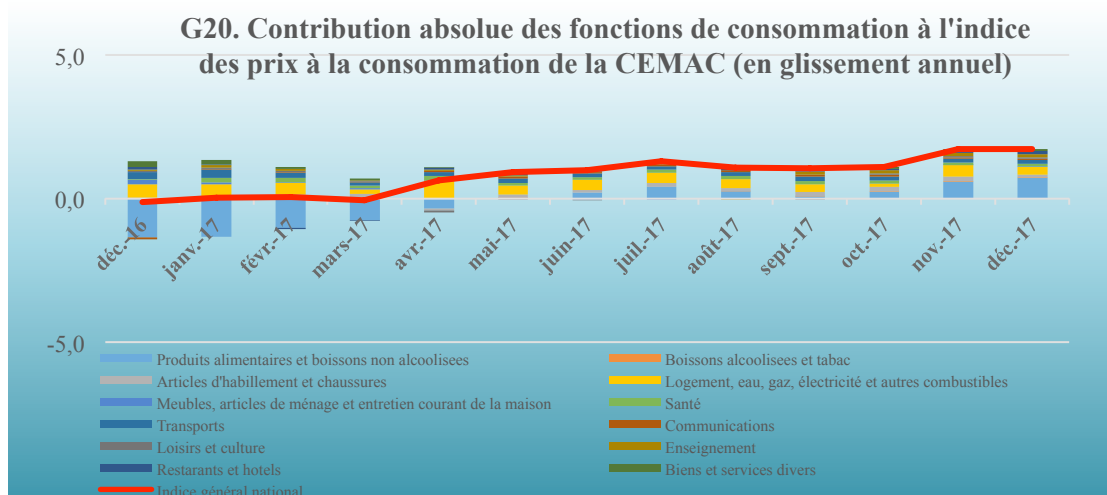
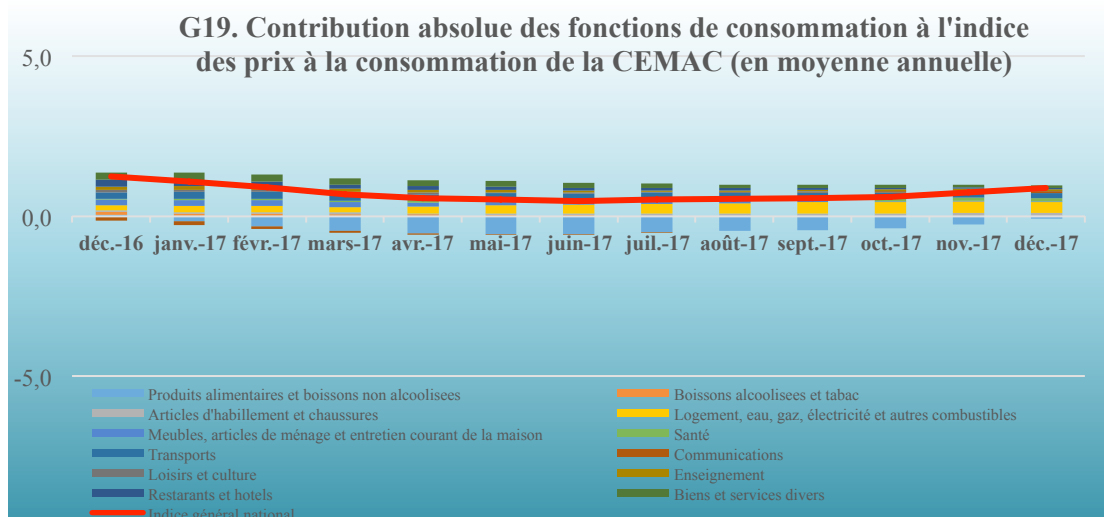
Source : Administrations nationales, BEAC

(*) Moyenne annuelle, (**) Glissement annuel

T10(Bis1). Contribution des fonctions de consommation à l'inflation de la CEMAC

Variation en moyenne annuelle de l'Indice des Prix à la Consommation													
POSTES DE CONSOMMATION	déc-16	janv-17	févr-17	mars-17	avr-17	mai-17	juin-17	juil-17	août-17	sept-17	oct-17	nov-17	déc-17
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	0,0	-0,2	-0,3	-0,4	-0,5	-0,6	-0,6	-0,5	-0,5	-0,4	-0,4	-0,2	-0,1
Boissons alcoolisées et tabac	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Articles d'habillement et chaussures	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,3
Meubles, articles de ménage et entretien courant de la maison	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Santé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Transports	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Communications	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Loisirs et culture	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Enseignement	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1
Restaurants et hôtels	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
Biens et services divers	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Indice général national	1,2	1,1	0,9	0,7	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,9
Variation en glissement annuel de l'Indice des Prix à la Consommation													
POSTES DE CONSOMMATION	déc-16	janv-17	févr-17	mars-17	avr-17	mai-17	juin-17	juil-17	août-17	sept-17	oct-17	nov-17	déc-17
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	-1,4	-1,3	-1,0	-0,8	-0,3	0,0	0,2	0,4	0,3	0,1	0,2	0,6	0,7
Boissons alcoolisées et tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Articles d'habillement et chaussures	0,0	0,1	0,1	0,2	-0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	0,5	0,4	0,4	0,2	0,6	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3	0,1	0,4	0,3
Meubles, articles de ménage et entretien courant de la maison	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Santé	0,0	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Transports	0,2	0,3	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1
Communications	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0
Loisirs et culture	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Enseignement	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
Restaurants et hôtels	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1
Biens et services divers	0,2	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Indice général national	-0,1	0,0	0,0	-0,1	0,6	0,9	1,0	1,3	1,1	1,1	1,1	1,7	1,7

Source : Administrations nationales, BEAC



Source : Administrations nationales, BEAC

BALANCE DES PAIEMENTS ET COMPETITIVITE

3. Balance des paiements et compétitivité

Le solde du compte des transactions courantes des pays membres de la CEMAC s'est soldé en 2017, par une contraction du déficit dons compris (en baisse de 78,0 %, à 1 489,1 milliards) à -3,1 % du PIB, contre -14,7 % du PIB en 2016. Cette situation traduit le rebond de l'excédent de la balance commerciale qui a plus que septuplé, et la réduction du déficit de la balance des services (-36,6 %, à 3 088,3 milliards), en dépit de l'accroissement de 17,1 %, à 2 945,7 milliards, et 44,2 %, à 108,1 milliards, des déficits respectifs de la balance des revenus et de la balance des transferts.

La réduction du déficit des transactions courantes est observée en 2017 dans la plupart des pays membres de la sous-région, en dehors de la République Centrafricaine, le Gabon et la Guinée Equatoriale ayant même enregistré des excédents. La situation par pays en 2017 est marquée par une réduction des déficits au Cameroun (-1,6 % du PIB, après -3,2 % du PIB un an auparavant), au Congo (-17,9 % du PIB, après -82,6 % en 2016), et au Tchad (-5,9 % du PIB, contre -16,6 % du PIB en 2016), un retour aux

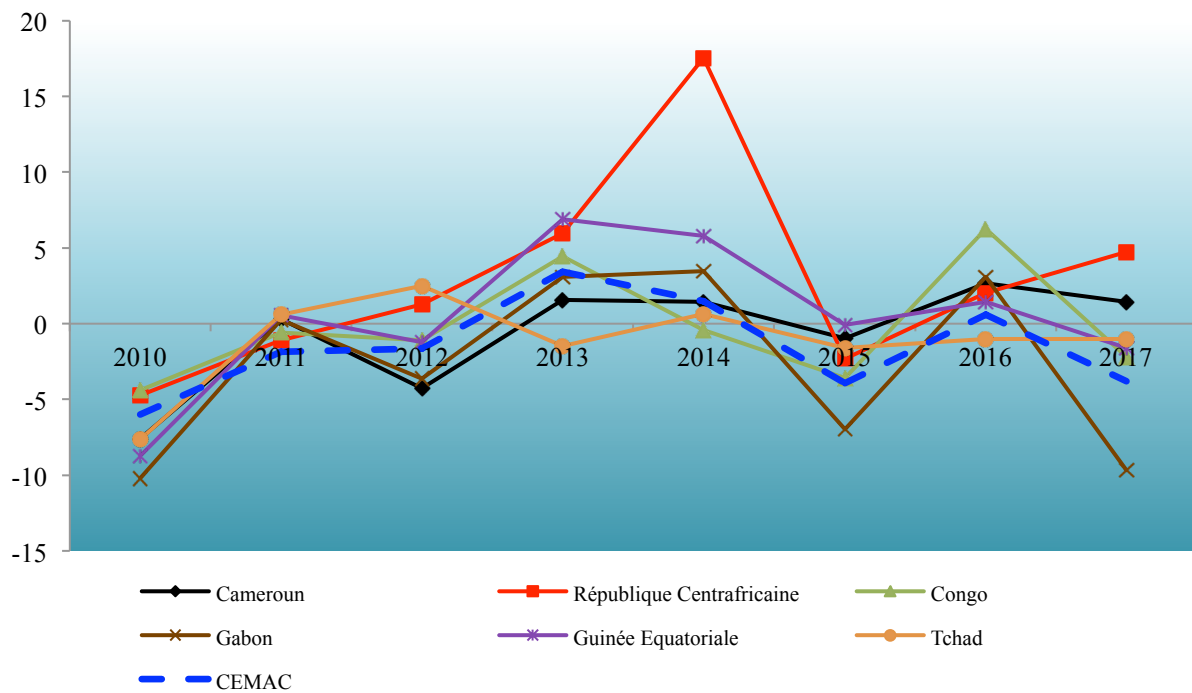
excédents en Guinée Equatoriale (+2,8 % du PIB, contre -11,7 % du PIB en 2016) et au Gabon (+0,6 % du PIB, contre -2,4 % du PIB en 2016), et à un accroissement du déficit en République Centrafricaine (-8,2 % du PIB, contre -5,6 % du PIB en 2016).

T11. Compétitivité

	(Variations en %)								
	TCER composite			TCER des exportations			TCER des importations		
	2015	2016	2017	2015	2016	2017	2015	2016	2017
Cameroun	-1,0	2,7	1,4	-1,5	-0,5	1,7	-1,2	3,6	1,4
République centrafricaine	-2,3	2,0	4,8	-2,7	2,4	7,5	-2,3	2,0	4,1
Congo	-3,6	6,3	-2,2	1,1	4,5	-0,3	-3,8	6,4	-2,4
Gabon	-7,0	3,1	-9,7	-6,6	3,7	-10,5	-8,3	1,5	-7,9
Guinée Equatoriale	-0,1	1,5	-1,6	0,1	1,3	-1,5	-0,2	2,1	-2,9
Tchad	-1,6	-1,0	-1,0	-19,7	-1,4	-3,7	1,7	-0,9	-0,3
CEMAC	-3,9	0,6	-3,8	-4,6	-2,9	-3,7	-3,5	0,3	-5,7

Source : BEAC

G23. Evolution de l'indice composite du TCER



SECTEUR PUBLIC

4. Secteur public

La gestion des finances publiques en 2017 s'est soldée par un déficit du solde budgétaire, base engagements, dons compris qui est revenu de 5,6 % du PIB en 2016, à 2,8 % du PIB. Cette situation découle des mesures de consolidation budgétaire mises en œuvre notamment dans le cadre des programmes d'ajustement signés avec le Fonds monétaire international, et de la remontée sensible des cours du baril de pétrole brut, en dépit du choc sécuritaire au Cameroun et en République Centrafricaine.

L'effet de ces mesures budgétaires a été effectivement observé dans tous les pays de la CEMAC, en dehors de la République Centrafricaine. Par pays, le déficit budgétaire base engagement, dons compris, s'est nettement réduit au Cameroun (-2,5 % du PIB en 2017, après -6,0 % du PIB en 2016), au Congo (-6,4 % du PIB en 2017, contre -12,7 % du PIB en 2016), au Gabon (-2,7 % du PIB en 2017, contre -5,2 du PIB un an plus tôt), en Guinée Equatoriale (-2,4 % du PIB en 2017, après -4,4 % du PIB en 2016) et au Tchad (-3,2 % du PIB en 2017, contre -4,2 % du PIB en 2016). En revanche, le solde budgétaire est devenu déficitaire en République Centrafricaine revenant de +1,6 % du PIB en 2016, à -1,1 % du PIB en 2017.

T12 : Finances publiques

	(en % du PIB)								
	Solde budgétaire global, base engagements, hors dons			Recettes globales			Dépenses globales		
	2016	2017	2018*	2016	2017	2018*	2016	2017	2018*
Cameroun	-3,7	0,0	0,6	16,1	15,5	16,5	22,3	18,8	18,9
République centrafricaine	-1,6	-2,6	-2,0	14,7	14,3	14,9	21,0	17,0	17,1
Congo	-10,5	-2,9	3,6	56,2	59,6	55,7	12,7	15,3	15,9
Gabon	-2,2	0,6	2,6	25,6	20,6	24,5	39,1	27,5	23,1
Guinée Equatoriale	-4,2	-2,4	-6,5	19,6	18,3	20,3	24,8	21,0	20,8
Tchad	-2,4	-0,9	-1,5	18,6	18,8	18,5	23,1	21,2	24,9
CEMAC	-4,0	-0,7	0,1	8,2	9,6	9,2	12,4	12,8	13,4

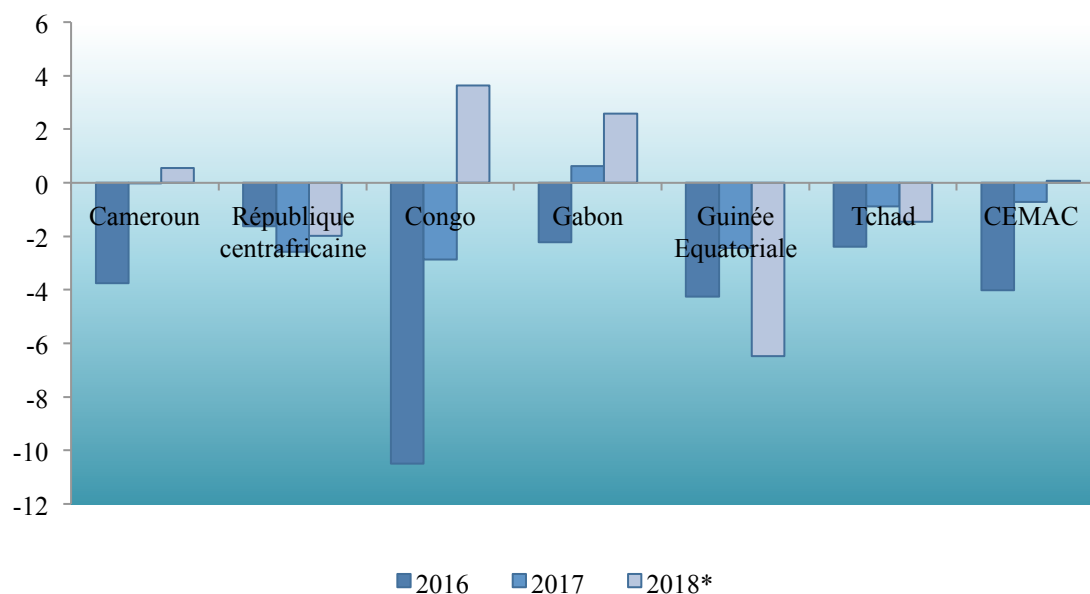
Source : Administrations nationales, BEAC

T13. Evolution de la dette publique extérieure

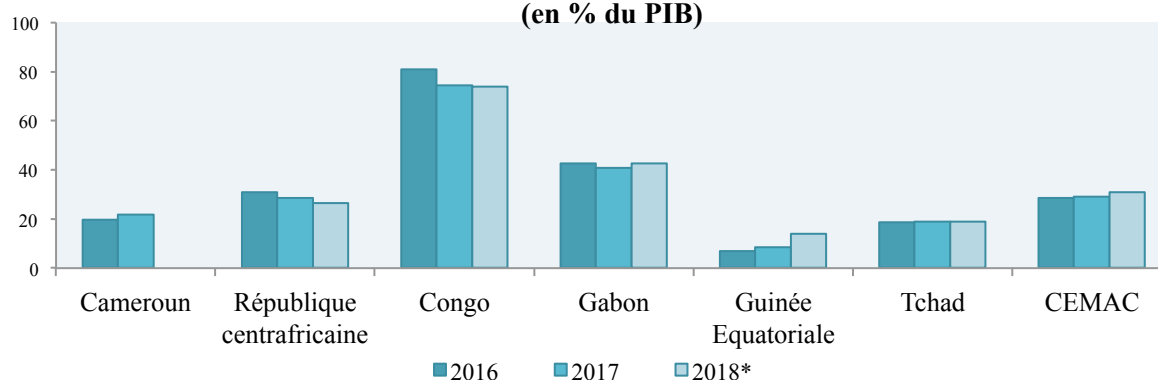
	Encours de la dette extérieure (en % du PIB)			Service de la dette extérieure (en % des Xbsnf)			Service de la dette extérieure (en % des recettes budgétaires)		
	2016	2017	2018*	2016	2017	2018*	2016	2017	2018*
Cameroun	19,7	21,8		6,6	5,6	9,2	8,7	7,1	11,1
République centrafricaine	31,0	28,4	26,4	6,3	3,6	5,2	14,5	7,3	8,8
Congo	81,0	74,4	73,9	16,5	12,6	16,9	33,0	36,4	46,3
Gabon	42,6	40,7	42,5	12,8	12,9	8,9	24,2	27,8	17,7
Guinée Equatoriale	6,8	8,6	14,0	5,3	0,7	6,9	12,3	1,8	15,6
Tchad	18,6	19,0	19,0	16,4	25,6	18,0	40,6	57,3	47,5
CEMAC	28,5	29,0	30,8	10,8	9,9	11,8	18,9	19,0	22,0

Sources : Administrations nationales, BEAC

G24. Solde budgétaire, base engagements, hors dons (en % du PIB)



G25. Encours de la dette publique extérieure (en % du PIB)

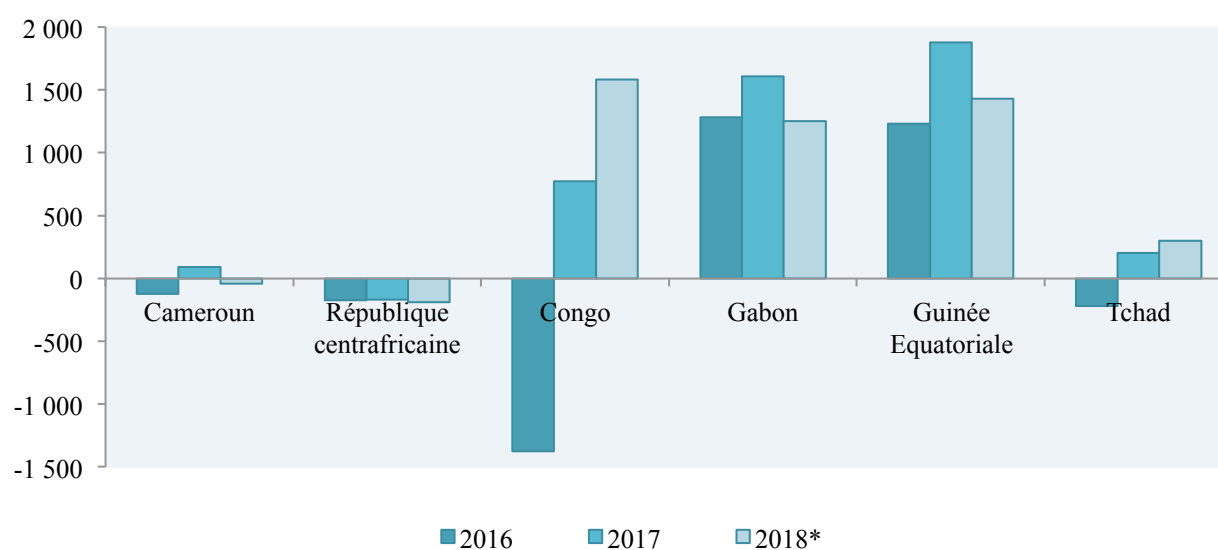


T14. Balance commerciale

	Exportations (variation en %)			Importations (variation en %)			Balance commerciale (en milliards de FCFA)		
	2016	2017	2018*	2016	2017	2018*	2016	2017	2018*
Cameroun	-14,6	-3,6	5,8	-14,3	-10,8	11,2	-121,8	88,3	-42,5
République centrafricaine	34,4	25,6	3,7	0,6	6,8	7,8	-172,1	-171,0	-187,8
Congo	-19,9	39,4	26,3	5,0	-35,5	0,2	-1 375,8	772,8	1 581,1
Gabon	-16,5	16,9	9,3	-15,4	9,4	42,5	1 284,6	1 608,1	1 250,1
Guinée Equatoriale	-26,9	12,8	-10,7	-40,8	-26,9	16,3	1 228,9	1 876,1	1 431,8
Tchad	-15,0	2,7	20,6	-15,1	-26,6	15,4	-217,6	203,6	301,5
CEMAC	-19,5	15,3	9,5	-13,2	-21,2	14,9	550,3	4 436,7	4 416,3

Sources : Administrations nationales, BEAC

G26. Balance commerciale des Etats de la CEMAC (en milliards de F CFA)

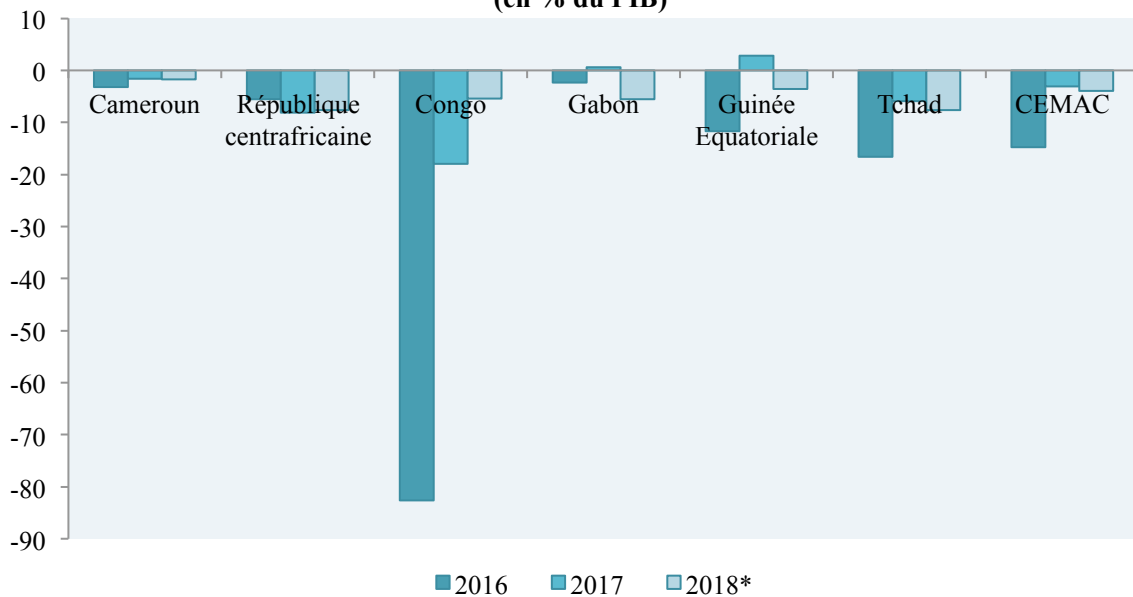


T15. Soldes de la balance des paiements

	(en % du PIB)								
	Solde des transactions courantes			Solde du compte de capital et d'opérations financières			Solde global		
	2016	2017	2018*	2016	2017	2018*	2016	2017	2018*
Cameroun	-3,2	-1,6	-1,7	-1,1	4,1	2,3	-1,9	2,2	0,6
République centrafricaine	-5,6	-8,2	-7,6	8,1	9,6	9,0	0,3	3,2	1,3
Congo	-82,6	-17,9	-5,5	59,2	13,6	8,5	-19,5	-2,4	3,1
Gabon	-2,4	0,6	-5,5	-4,8	-0,2	6,9	-10,1	-0,2	1,1
Guinée Equatoriale	-11,7	2,8	-3,6	1,6	4,2	3,8	-11,7	-2,7	0,2
Tchad	-16,6	-5,9	-7,7	7,7	3,8	7,2	-3,5	-3,5	0,2
CEMAC	-14,7	-3,1	-3,9	11,8	6,7	7,1	-7,2	-0,2	0,9

Sources : Administrations Nationales et BEAC

G27. Solde des transactions courantes des Etats de la CEMAC
(en % du PIB)



Sources : Administrations nationales, BEAC

L'endettement public en 2017 s'est globalement accru. Les indicateurs se sont orientés comme suit : i) l'encours de la dette publique extérieure s'est établi à 29,0 % du PIB, après 28,4 % du PIB en 2016, tandis que l'encours de la dette intérieure est ressortie à 16,4 % du PIB, pour un encours total de la dette globale de 45,4 % du PIB, ii) le service de la dette extérieure est remonté de 18,9 % des recettes budgétaires en 2016 à 19,0 % en 2017, iii) le service de la dette extérieure rapporté aux exportations de biens et services s'est replié à 9,9 %, contre 10,8 % en 2016.

MONNAIE ET CREDIT

5. Monnaie et crédit

Entre septembre et décembre 2017, le comportement des principaux agrégats monétaires de la CEMAC a été marqué : i) un bond des avoirs extérieurs nets du système monétaire (+13,1 %), après la baisse de 18,9 % observée à la même période en 2016, ii) un repli du taux de couverture extérieure de la monnaie à 57,51 %, en baisse de 1,45 point par rapport à son niveau de septembre 2017; iii) une hausse de 8,9% des créances nettes du système monétaire sur les États, iv) une légère augmentation des crédits à l'économie de 0,4 %, de rythme identique à celui observé à la même période un an plus tôt, v) et, une augmentation de la masse monétaire (+4,0 %), contrastant avec la diminution observée de 1,6 % sur la période correspondante en 2016.

En glissement annuel, les avoirs extérieurs nets du système monétaire au 31 décembre 2017 restent en deçà du niveau atteint une année auparavant. Toutefois, on note un net ralentissement de leur tendance baissière depuis le début du second semestre de l'année 2017 (cf. annexe 1). Leur encours est revenu de 2 416,4 milliards à fin décembre 2016 à 2 322,8 milliards douze mois après. Le taux de couverture extérieure de la monnaie (57,51 %), s'est inscrit en baisse par rapport à son niveau à fin décembre 2016 (59,10 %). Les créances nettes sur les États ont augmenté de 12,4% en une année, pour se situer à 2 745,8 milliards à fin décembre 2017. Cependant, leur rythme annuel de progression est en constante régression depuis le mois d'avril 2017. Par ailleurs, l'encours des crédits à l'économie s'est contracté de 1,9 %, pour se situer à 7 794,2 milliards au 31 décembre 2017. Ces évolutions ont entraîné un recul de la masse monétaire (M2) de 0,4 %, à 10 602,9 milliards à fin décembre 2017.

Evolution des Réserves

Composées des réserves libres⁴ et des réserves obligatoires⁵, les *réserves brutes* du système bancaire de la CEMAC sont revenues de 1 799,8 milliards en septembre 2017 à 1 762,4 milliards en décembre 2017, soit un repli de 2,1 % contre - 11,3 % sur la même période en 2016. En glissement annuel, la tendance baissière des réserves des banques observée depuis le début de l'année 2017 s'est inversée à partir du mois de novembre 2017. Ainsi, par rapport à leur niveau de l'année passée, les réserves brutes des banques se sont accrues de 6,9 % en novembre et de 3,7 % en décembre 2017.

⁴ Les réserves libres représentent la somme des placements des banques au marché monétaire, du solde de leur compte courant à la BEAC hors réserves obligatoires, et de leurs encaisses.

⁵ Conformément à la Décision N°11/CPM/2017 portant modification du mode de constitution des réserves obligatoires dans la CEMAC, celles-ci sont, depuis le 2 Novembre 2017, constituées en moyenne mensuelle sur la période de constitution dans les comptes courants des établissements de crédit assujettis à leur constitution.

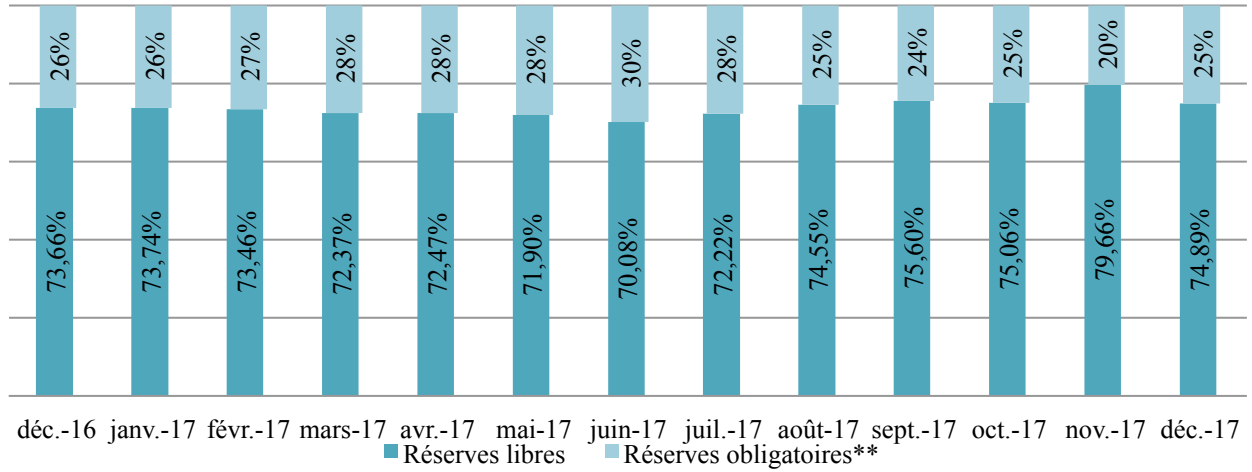
Par pays, entre septembre et décembre 2017, il ressort qu'à l'exception du Tchad et de la République Centrafricaine qui ont atténué la baisse des réserves des banques (+1,9 point et +0,5 point, respectivement), tous les autres pays de la CEMAC ont contribué à la baisse des réserves brutes bancaires à des magnitudes différentes : Guinée Equatoriale (-1,9 point), Congo (-1,6 point), Cameroun (-0,7 point) et Gabon (-0,3 point).

T16. Evolution des réserves

	2016		2017										
	Dec-16	Jan-17	Feb-17	Mar-17	Apr-17	May-17	Jun-17	Jul-17	Aug-17	Sep-17	Oct-17	Nov-17	Dec-17
Réserves totales*	1.698.940	1.685.115	1.680.684	1.601.206	1.604.415	1.584.319	1.474.803	1.606.191	1.743.056	1.799.812	1.758.967	1.861.579	1.762.410
Réserves libres	1.251.398	1.242.677	1.234.668	1.158.803	1.162.768	1.139.180	1.033.497	1.159.963	1.299.476	1.360.716	1.320.291	1.482.975	1.319.946
Réserves obligatoires**	447.542	442.438	446.016	442.403	441.647	445.139	441.306	446.228	443.580	439.096	438.676	378.604	442.464
Réserves / Dépôts	20,9%	20,9%	21,0%	20,1%	20,2%	20,0%	18,7%	20,4%	22,2%	22,8%	22,4%	23,2%	21,8%
Crédits à l'économie / Dépôts	93,3%	92,5%	94,5%	94,6%	93,8%	94,9%	95,6%	95,5%	94,3%	93,7%	94,3%	92,8%	92,1%
Réserves/ Total bilan	12,8%	12,9%	12,9%	12,3%	12,2%	12,1%	11,4%	12,5%	13,6%	14,0%	13,6%	14,2%	13,7%
Réserves libres / Réserves Obligatoires	279,6%	280,9%	276,8%	261,9%	263,3%	255,9%	234,2%	259,9%	293,0%	309,9%	301,0%	391,7%	298,3%
Réserves libres / Crédits à l'économie	16,5%	16,6%	16,3%	15,4%	15,6%	15,2%	13,7%	15,4%	17,5%	18,4%	17,8%	19,9%	17,7%

Sources : BEAC

**G31. Evolution de la structure des réserves des banques
(réserves libres et obligatoires) de la CEMAC**



T17. Agrégats de monnaie et de crédit

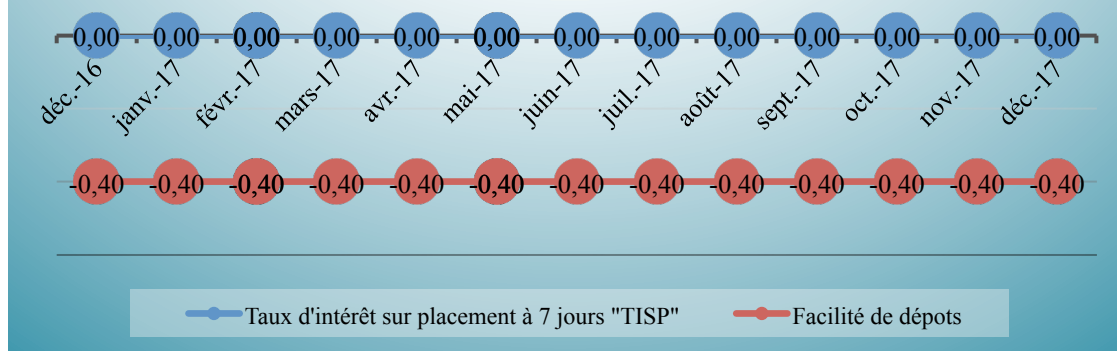
CEMAC	(En millions de FCFA)												
	2016	2017											
	Dec-16	Jan-17	Feb-17	Mar-17	Apr-17	May-17	Jun-17	Jul-17	Aug-17	Sep-17	Oct-17	Nov-17	Dec-17
Avoirs extérieurs nets	2.416.401	2.234.568	2.106.339	2.124.458	2.191.181	1.998.825	1.987.595	2.001.938	2.160.560	2.053.035	1.920.956	1.973.205	2.322.766
dont BEAC	2.253.756	2.121.393	2.003.356	1.955.262	1.935.345	1.892.282	1.768.085	1.868.327	2.107.223	2.049.207	1.914.153	1.858.053	2.131.331
Créances nettes sur l'Etat	2.441.933	2.343.412	2.311.489	2.374.785	2.343.432	2.399.539	2.370.817	2.377.743	2.382.958	2.520.660	2.520.751	2.640.841	2.745.839
Crédits à l'économie	7.941.161	7.838.480	7.936.914	7.915.448	7.827.465	7.866.222	7.889.727	7.873.471	7.777.194	7.764.432	7.785.984	7.795.017	7.794.246
Crédits à court terme	4.761.737	4.670.994	4.719.905	4.714.387	4.764.369	4.779.540	4.817.543	4.806.918	4.688.816	4.698.850	4.743.046	4.745.602	4.717.129
Crédits à moyen terme	2.999.287	2.987.150	3.035.461	3.005.237	2.864.715	2.885.313	2.863.197	2.869.728	2.886.787	2.862.172	2.838.174	2.847.536	2.873.428
Crédits à long terme	180.137	180.336	181.548	195.824	198.381	201.369	208.987	196.825	201.591	203.410	204.764	201.879	203.689
Masse monétaire (M2)	10.645.497	10.475.585	10.344.310	10.363.351	10.322.853	10.233.830	10.211.822	10.158.548	10.192.119	10.192.325	10.139.384	10.304.188	10.602.896
Monnaie fiduciaire	2.432.062	2.293.507	2.238.493	2.275.290	2.260.433	2.220.974	2.245.140	2.205.941	2.240.647	2.194.458	2.197.622	2.209.685	2.435.542
Monnaie scripturale	5.237.338	5.217.861	5.108.060	5.103.741	5.100.027	5.042.222	4.977.380	5.014.237	4.999.397	5.043.684	4.978.595	5.101.305	5.194.313
Quasi-monnaie	2.976.097	2.964.217	2.997.757	2.984.320	2.962.393	2.970.634	2.989.302	2.938.370	2.952.075	2.954.183	2.963.167	2.993.198	2.973.041
Taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	59,10	58,17	56,91	56,20	55,67	55,06	53,90	56,07	58,59	58,96	57,41	54,65	57,51
CEMAC	(Variation en glissement annuel)												
	2016	2017											
	Dec-16	Jan-17	Feb-17	Mar-17	Apr-17	May-17	Jun-17	Jul-17	Aug-17	Sep-17	Oct-17	Nov-17	Dec-17
Avoirs extérieurs nets	-57,4%	-57,8%	-56,1%	-55,6%	-51,8%	-52,1%	-49,4%	-40,8%	-30,0%	-31,1%	-28,6%	-15,2%	-3,9%
dont BEAC	-58,8%	-58,2%	-57,0%	-56,7%	-54,6%	-53,3%	-54,1%	-43,3%	-30,2%	-28,6%	-26,5%	-15,2%	-5,4%
Créances nettes sur l'Etat	--	1756,4%	240,9%	1364,6%	219,9%	144,8%	92,8%	68,9%	55,0%	50,5%	35,0%	28,1%	12,4%
Crédits à l'économie	5,5%	4,9%	5,7%	3,9%	4,8%	4,3%	2,4%	1,7%	-0,2%	-1,8%	-1,1%	-0,9%	-1,9%
Crédits à court terme	1,5%	2,4%	1,9%	-0,6%	4,1%	4,1%	2,8%	3,1%	0,2%	-0,9%	0,0%	-0,1%	-0,9%
Crédits à moyen terme	13,1%	9,6%	12,8%	11,8%	6,1%	4,6%	1,3%	-0,7%	-1,1%	-4,0%	-3,9%	-3,2%	-4,2%
Crédits à long terme	-1,6%	-3,3%	-4,1%	3,9%	3,1%	6,0%	9,4%	2,5%	4,0%	8,6%	14,5%	14,0%	13,1%
Masse monétaire (M2)	-5,4%	-6,2%	-6,7%	-5,3%	-6,8%	-6,9%	-6,8%	-6,3%	-4,9%	-5,8%	-3,7%	-0,8%	-0,4%
Monnaie fiduciaire	-5,9%	-4,4%	-5,6%	-4,7%	-4,7%	-4,1%	-2,3%	-1,6%	-2,0%	-4,4%	-2,7%	-1,8%	0,1%
Monnaie scripturale	-8,4%	-9,3%	-10,3%	-7,7%	-9,9%	-10,1%	-12,3%	-9,7%	-8,8%	-9,1%	-6,3%	-1,4%	-0,8%
Quasi-monnaie	0,9%	-1,7%	-1,0%	-1,2%	-2,9%	-3,1%	-0,1%	-3,6%	0,2%	-0,9%	0,2%	0,9%	-0,1%
Contribution à la croissance de M2													
Avoirs extérieurs nets	-28,9%	-27,4%	-24,3%	-24,3%	-21,3%	-19,8%	-17,7%	-12,7%	-8,6%	-8,5%	-7,3%	-3,4%	-0,9%
Créances nettes sur l'Etat	23,3%	19,9%	14,7%	20,2%	14,5%	12,9%	10,4%	8,9%	7,9%	7,8%	6,2%	5,6%	2,9%
Crédits à l'économie	3,7%	3,3%	3,9%	2,7%	3,2%	2,9%	1,7%	1,2%	-0,1%	-1,3%	-0,8%	-0,7%	-1,4%

T18. Taux directeurs de la BEAC

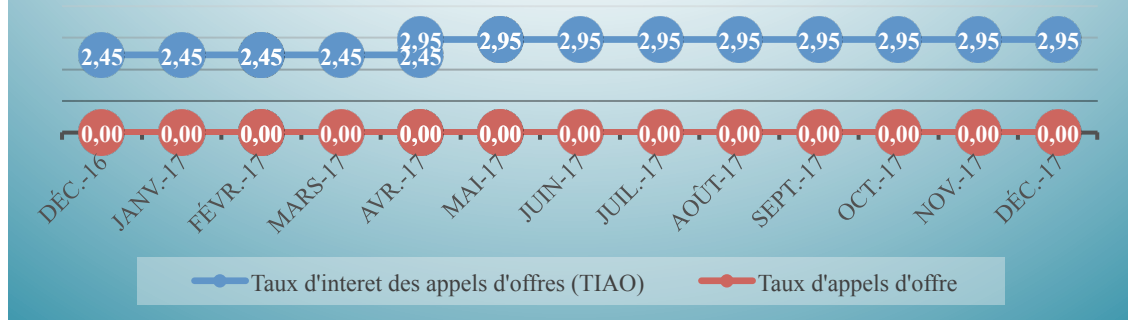
	2016		2017										
	Dec-16	Jan-17	Feb-17	Mar-17	Apr-17	May-17	Jun-17	Jul-17	Aug-17	Sep-17	Oct-17	Nov-17	Dec-17
Taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO)	2,45	2,45	2,45	2,45	2,95	2,95	2,95	2,95	2,95	2,95	2,95	2,95	2,95
Taux interbancaire moyen pondéré (TIMP)	2,31	4,91	3,42	4,06	2,95	3,31	4,08	3,09	3,45	4,39	4,49	4,45	3,98
Taux d'intérêt sur placement à 7 jours "TISP"	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taux d'intérêt sur placement à 28 jours "TISP"	0,0625	0,0625	0,0625	0,0625	0,0625	0,0625	0,0625	0,0625	0,0625	0,0625	0,0625	0,0625	0,0625
Taux d'intérêt sur placement à 84 jours "TISP"	0,125	0,125	0,125	0,125	0,125	0,125	0,125	0,125	0,125	0,125	0,125	0,125	0,125
Taux créditeur minimum (TCM)	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45
Taux d'intérêt de la zone Euro													
Taux d'appels d'offre	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Facilité de dépôts	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40

* Les taux du marché monétaire sont les taux de fin de période

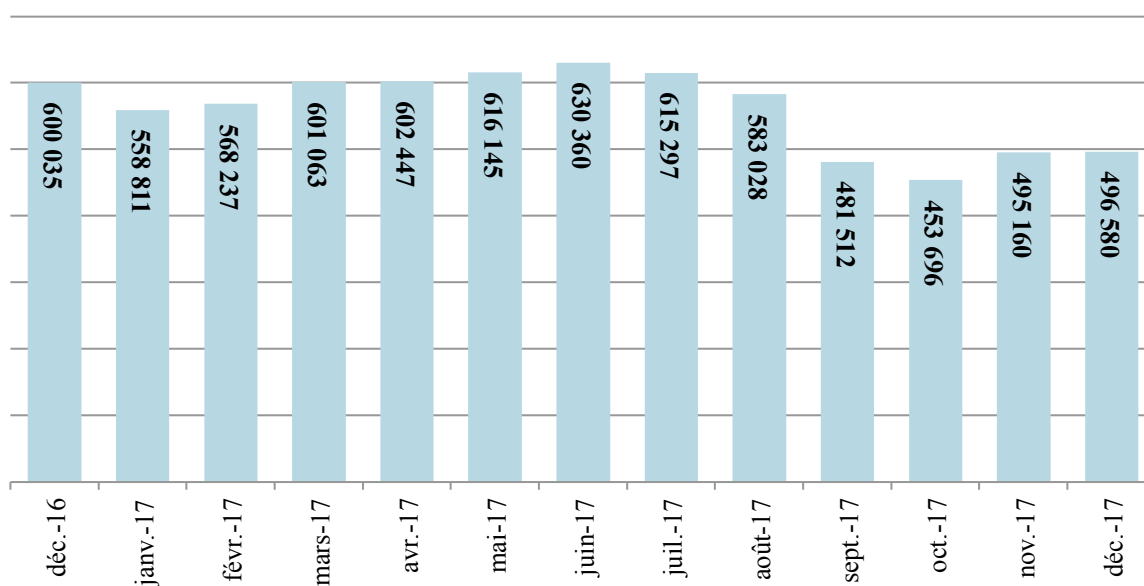
G29. Evolution comparée du TISP et du taux de facilité de dépôts de la BCE



G30. Evolution comparée du TIAO et du taux d'appels d'offres de la BCE



G.32 Evolution du volume des injections de liquidité (Guichet A) dans la CEMAC (en millions de FCFA)



Conclusion

Dans la sous-région, les effets de la chute des cours du pétrole brut, commenceraient à se dissiper en 2018, en lien avec la remontée de ces derniers amorcée en mi-novembre, conjuguée au dynamisme du secteur non pétrolier, pourraient soutenir la reprise attendue.

Au titre de l'année 2017, les estimations de la BEAC font ressortir un recul de la croissance économique, de l'inflation, du déficit budgétaire et du compte courant, ainsi que de la situation monétaire

Pour 2018, les perspectives tablent sur une reprise portée par la relance des activités du secteur pétrolier en lien avec la remontée des cours, conjuguée avec le dynamisme des activités non pétrolières. Cette dynamique devrait bénéficier des effets des mesures de consolidation budgétaire et d'assainissement des finances publiques. Ainsi, la croissance économique et l'inflation repartiraient en hausse, et favoriserait l'amélioration d'ensemble des soldes budgétaires. Cette dynamique conforterait le taux de couverture extérieure de la monnaie et les réserves en mois d'importations de biens et services. /-

II. ETUDE : Diversification économique dans la CEMAC

Par :

LONKENG Simplicie Duclair⁶
MBOHOU Christelle Louisa⁷
SOUEKOLO OKONGO H.W.⁸
NGOMBA BODI Francis Ghislain⁹

Direction des Etudes et de la Stabilité Financière
Banque des Etats de l'Afrique Centrale

Résumé

La crise actuelle au sein de la zone CEMAC reflète la forte dépendance des pays membres aux revenus pétroliers. Elle a remis au goût du jour le nécessaire effort de diversification économique propre à la dilution des risques et à l'émergence économique. Ce travail propose de mesurer les efforts entrepris et à entreprendre en matière de diversification économique.

Nous avons proposé trois indicateurs complémentaires de suivi du processus de diversification en zone CEMAC. Tout d'abord *l'indice normalisé d'Herfindhal*, populaire et simple à calculer, qui nous permet de dire s'il y a eu diversification ou concentration. Ensuite, *l'indice de Theil* et sa décomposition en marge intensive et marge extensive, qui permet de façon globale de mesurer le renouvellement de la base exportatrice, et de façon spécifique de dire si la dynamique d'évolution des exportations est imputable à un élargissement de la base exportatrice ou alors à une convergence des parts des produits existants dans les exportations totales. Enfin, *l'indice de Finger-Kreinin* qui mesure la déviation de la structure exportatrice d'un pays par rapport à la structure mondiale. Ces trois indicateurs nous ont permis d'analyser le processus de diversification en zone CEMAC entre 1996 et 2014.

Mots-clé : indice Herfindhal, indice Finger-Kreinin, indice de Theil, marge intensive, marge extensive, diversification économique, structure exportatrice, concentration des exportations, produits d'exportation, indicateur de diversification.

Introduction

Après une période faste caractérisée par un rythme de croissance soutenue portée par la bonne tenue des matières premières, les pays de la CEMAC sont confrontés à la baisse des cours de matières premières, amorcée depuis juillet 2014. La forte dépendance de ces économies aux exportations de pétrole est l'une des principales raisons. La croissance est revenue de 2,3 % en 2013 à 0,2 % en 2016. Il est noté un repli au Congo, au Gabon, en Guinée-Equatoriale et au Tchad. Les avoirs extérieurs sont revenus de 8 777,5 milliards de FCFA à fin 2013 à 3 079,8 milliards de FCFA à fin 2016 (- 64,9 %). La crise actuelle a remis sur la table la problématique de la diversification économique dans les pays de la CEMAC. Cependant, de la nécessité de diversifier les économies découle celle du suivi des efforts entrepris par les pays de la CEMAC en la matière. Mieux : **comment mesurer les efforts entrepris par les Etats pour diversifier leurs économies ?** L'objectif de ce travail est de proposer des outils pour la mesure et le suivi de la diversification économique.

⁶ Ingénieur Statisticien Economiste. Actuellement Chef du Service des Etudes Macroéconomiques, Monétaires et financières à la Direction des Etudes et de la Stabilité Financière de la BEAC.

⁷ Economiste. Actuellement Adjointe au Chef de Service de l'Environnement International, des Publications et de la Documentation à la Direction des Etudes et de la Stabilité Financière de la BEAC.

⁸ Ingénieur Statisticien Economiste. Actuellement Chef du Service des Statistiques Monétaires et Financières à la Direction des Etudes et de la Stabilité Financière de la BEAC.

⁹ Economiste. Actuellement en service à la Direction de la Recherche de la BEAC.

Ce document est structuré en cinq (5) parties. La première dresse un état des lieux de la diversification économique depuis 1960. La deuxième relève les enjeux relatifs au processus de diversification dans les pays de la CEMAC, alors que la troisième partie traite des facteurs de diversification économique. La quatrième passe en revue les mesures de diversification économique existant dans la littérature, ainsi que les travaux empiriques y afférents réalisés sur les pays de la CEMAC. La dernière est consacrée aux mesures de la diversification économiques proposées pour les pays de la CEMAC et les résultats obtenus.

I. Etat des lieux de la diversification en zone CEMAC

I.1 Définition du concept de diversification économique

D'après **Berthélemy (2005)**, « une économie est dite diversifiée si sa structure productive est dispersée en un grand nombre d'activités différentes les unes des autres par la nature des biens et services produits ». La notion de diversification économique a ressurgi récemment avec acuité à la faveur de la crise économique et financière de 2008. En effet, cette notion est assez ancienne et sa présence dans le débat économique est liée aux effets néfastes du syndrome hollandais. Depuis plus de 10 ans, elle fait partie des principales recommandations des institutions financières internationales notamment le FMI et la Banque Mondiale à l'endroit des pays de la CEMAC.

Melitz (2003) considère que la diversification des exportations peut s'opérer suivant une marge extensive, c'est-à-dire par une augmentation du nombre de produits exportés, soit s'effectuer selon une marge intensive, c'est-à-dire à travers l'ajustement de la part de chaque produit d'exportations existant dans les exportations totales. Suivant **Amurgo-Pacheco et Pierola (2008)**, la marge extensive peut être approximée par le taux de croissance des exportations de nouvelles catégories de produits et la marge intensive par le taux de croissance des exportations des produits existants. La marge extensive peut être vue comme une mesure de la diversification horizontale, c'est-à-dire de la capacité à faire émerger de nouveaux secteurs productifs. Cependant, **Berezin et al (2002)** considèrent que la remontée de filière à l'intérieur d'un secteur, qui s'assimile à une diversification verticale, semble représenter le mieux l'évolution de la diversification économique. Par exemple, pour les pays producteurs de pétrole comme ceux de la CEMAC, une diversification verticale consisterait à procéder au raffinage du pétrole, à la fabrication de produits dérivés, à l'émergence d'une industrie pétrochimique. Ainsi, en cas de chute des cours pétroliers, l'industrie extractive en souffrira, alors que l'industrie pétrochimique et des produits dérivés en bénéficieront.

La diversification semble également liée à la transformation des structures de l'économie des pays sous-développés, c'est-à-dire la réaffectation dynamique des ressources des secteurs moins productifs vers les plus productifs (FMI, 2014). Cette transformation structurelle implique l'amélioration des réseaux d'infrastructures et d'échanges commerciaux, etc. Selon cette approche, les politiques de développement dans les pays sous-développés devraient particulièrement inclure une composante agricole. Toutefois, d'après **Papageorgiou et Spatafora (2012)** les deux possibilités de traiter la diversification économique sont liées. Ainsi, il est possible d'approximer le premier par le dernier. Dans le cadre de cette étude, les outils de suivi de la diversification économique sont proposés en se basant sur la structure des exportations. Ce choix se justifie par la disponibilité relative des données, mais également par la simplicité de l'approche.

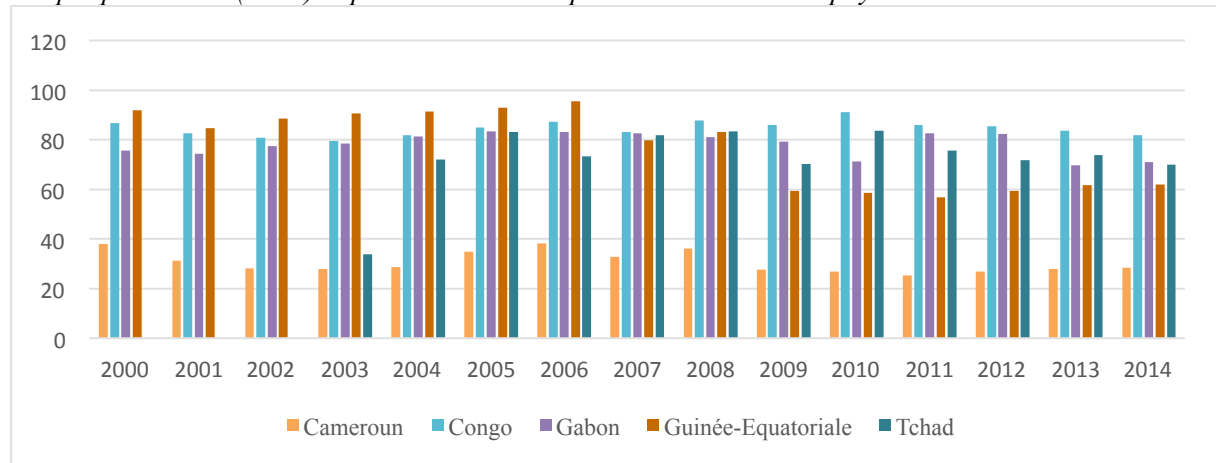
I.2 Expérience des pays de la CEMAC

Durant la période 1960-1980, deux principales stratégies d'industrialisation s'imposaient : *l'import-substitution* et *la promotion des exportations*. La promotion des exportations nécessitait de disposer d'un socle industriel solide pour gagner des parts de marché à l'international, donc le choix s'était porté sur *l'import-substitution* pour réduire la dépendance aux biens importés. Cependant, bien que cette stratégie ait favorisé une croissance soutenue dès la fin des années 60 jusqu'au terme des années 70, elle a présenté des limites à partir du début des années 80 à cause de : *i) la faible articulation interne des activités industrielles, avec la croissance des activités de consommation finale*

qui entraînent une hausse exponentielle des importations ; *ii*) l'étroitesse des marchés de consommation intérieurs, avec une classe moyenne embryonnaire ; *iii*) le retournement des cours des matières premières, qui réduit les sources de revenus ; et *iv*) la faiblesse de la productivité des nouvelles entreprises.

Dès lors, les économies des pays de la zone CEMAC ont affiché une forte concentration de leur tissu économique et partant de leurs produits d'exportation (économies de rente). La décennie 2000-2010, qui a vu le début de l'exploitation pétrolière au Tchad et la montée en puissance de l'activité pétrolière en Guinée-Equatoriale et au Congo, a laissé transparaître une accélération de cette concentration (70 % des exportations). A partir de l'été 2014, on assiste à une baisse des revenus pétroliers suite à la chute drastique des cours du baril de pétrole. Ce choc a occasionné forte contraction des recettes budgétaires des pays de la CEMAC principalement constituées de recettes d'exportation, passant de 6 548,8 milliards de FCFA en 2014 à 3 844,9 milliards de FCFA en 2015, pour se situer à 2 794,2 milliards de FCFA en 2016. Les recettes budgétaires qui s'élevaient à 12 030,8 milliards de FCFA en 2014 sont revenues à 9 514,6 milliards de FCFA en 2015, puis à 8518 milliards de FCFA en 2016. Ce qui a conduit des fortes tensions de trésorerie des Etats, exacerbées par les vastes projets structurants dans lesquels la plupart des pays de la CEMAC se sont engagés depuis le milieu des années 2000.

Graphique 1: Part (en %) du pétrole dans les exportations totales des pays de la CEMAC



Source : BEAC

II. Enjeux de la diversification économique en zone CEMAC

Prebisch (1959), postule que « l'industrialisation est une étape incontournable du processus d'amélioration du revenu par habitant » dans les pays sous-développés. Une simple observation montre qu'« à de faibles niveaux de développement, les pays se spécialisent sur des produits correspondant à leurs dotations en ressources naturelles »¹⁰. L'une des raisons de l'urgence de la diversification, soulevée par **Hesse (2009)** et **Leiderman et Maloney (2007)**, est que « les économies diversifiées sont plus performantes à long terme ». Une diversification accélérée est synonyme de volatilité réduite de la production et de forte stabilité macroéconomique. **Hausman et al. (2007)** ont montré que la transformation de la base exportatrice vers des activités à plus forte valeur ajoutée débouche sur une croissance économique future plus élevée.

Berthélemy (2005) voit deux enjeux principaux au processus de diversification. Ils sont d'ordres macroéconomique et économique. Ils sont relatifs à *la dilution des risques*.

II.1 Enjeux macroéconomiques

¹⁰ Cottet, Madariaga et Jegou (2012)

La chute des cours du pétrole en 2014, a entraîné dans son sillage une baisse drastique des recettes pétrolières des Etats, entraînant l'abandon des projets d'investissements structurants en cours d'exécution et un tassement de la croissance. Bien plus, l'accumulation d'arriérés résultant de cette morosité affecte tous les secteurs de l'économie, fragilisant la situation financière à la fois des entreprises et des établissements bancaires. Il apparaît donc un puissant mécanisme de dissémination des effets du choc externe (baisse des cours du baril de pétrole) sur l'équilibre macroéconomique interne. Le facteur important de cette forte corrélation entre secteurs est sans doute la dépendance de l'économie vis-à-vis du pétrole.

Pour limiter les risques évoqués précédemment, la solution la plus intuitive réside dans l'amorce nécessaire d'un processus de diversification, comme une remontée de filière pour le secteur pétrolier. Si la zone CEMAC disposait d'une industrie pétrochimique et/ou de toute autre industrie utilisant des intrants pétroliers, alors l'amélioration de la compétitivité-prix de cette dernière à travers la baisse du coût des intrants aurait pu atténuer ou même contrebalancer la diminution des recettes d'exportation. La diversification économique constitue une des recommandations des institutions de Bretton-Woods à l'endroit des pays de la Sous-région depuis plus de 15 ans. Le Cameroun, pays relativement plus diversifié de la zone CEMAC, a été moins affecté par le récent choc pétrolier, et observe une croissance plus stable. La volatilité¹¹ (mesurée par l'écart-type) de la croissance sur la période 2000-2016 varie entre 1,32 (Cameroun) et 15,13 (Guinée Equatoriale).

II.2 Enjeux économiques

Pour **Prebisch** et sa thèse sur la dégradation séculaire des termes de l'échange, la diversification industrialisante est la seule voie menant au développement. En effet, plusieurs travaux empiriques [**Taylor (2003)**, **Al-Marhubi (2000)**] ont documenté le lien positif entre productivité des facteurs et diversification économique.

A ce sujet, **Tchatchouang (2015)** énumère quatre (4) étapes dans le processus de l'émergence économique, à savoir : *i) l'ère de l'économie de rente*, dans laquelle la structure productive est dominée par les matières premières minières ou agricoles ; *ii) l'ère de la transition vers la diversification économique*, dans laquelle le secteur industriel commence à peser dans les sources de croissance. Les réformes sur l'amélioration de l'environnement des affaires et de la compétitivité sont implémentées ; *iii) l'ère de la diversification économique* dans laquelle les réformes implémentées dans la précédente période commencent à porter des fruits. Les sources de croissance sont diversifiées, l'industrie manufacturière occupe une place importante dans le PIB ; le revenu par habitant y est assez élevé, traduisant une amélioration de la qualité de vie ; et *iv) l'ère de l'émergence* dans laquelle les secteurs de consommation connaissent une croissance rapide

Selon lui, le Tchad et la République Centrafricaine sont dans une économie de rente tandis que les quatre (4) autres pays de la CEMAC sont dans une ère de transition vers la diversification économique. Celle-ci passe par l'éclosion de secteurs à forte valeur ajoutée. L'expérience des pays « avancés » montre que l'amélioration substantielle du revenu par habitant ne saurait se faire sans une augmentation significative de la production industrielle. **Tchatchouang (2015)** affirme que « l'émergence économique de l'Afrique nécessite l'industrialisation ». Ainsi, il s'agira de favoriser l'émergence d'une industrie légère, c'est-à-dire de secteurs utilisant les produits pétroliers comme intrants (industries du plastique, pétrochimique, etc), de secteurs de l'ameublement utilisant du bois, etc.

¹¹ Congo : 3,68 ; Gabon : 4,06 ; Tchad : 8,10 ; République Centrafricaine : 8,85 ; zone CEMAC : 2,67

III. Facteurs de diversification économique

III.1 Facteurs économiques

Le premier facteur, qui a occupé la littérature originelle, est l'industrialisation (approximée par la production industrielle). Ce facteur apparaît comme une évidence (**Prebisch, 1959**), au vu de l'extrême concentration des exportations des pays pauvres dans les matières premières. Il a été démontré, notamment par **Imbs et Wacziarg (2003)**, **Klinger et Lederman (2006)**, **Hesse (2009)** et **Cadot et al. (2011)**, que la diversification des exportations s'améliore à mesure de l'augmentation du revenu par habitant, jusqu'à un certain niveau de revenu à partir duquel la relation devient négative. L'évolution graphique de cette liaison exhibe une courbe en U¹². Par ailleurs, le rapport économique sur l'Afrique 2007 de l'Union Africaine et de la **Commission Economique pour l'Afrique (CEA)** pointe d'autres facteurs susceptibles d'accélérer le processus de diversification en Afrique. L'augmentation des dépenses d'investissement dans une économie a tendance à rendre celle-ci plus diversifiée. Toutefois, cela dépend de l'efficacité de l'allocation sectorielle de ces dépenses, de la priorité donnée aux investissements d'infrastructures et de la neutralité des potentiels effets d'éviction générés par la hausse de l'investissement public.

Des facteurs macroéconomiques président également à l'évolution du processus de diversification. *Un taux d'inflation élevé* pénalise le potentiel de conquête des marchés domestiques et internationaux par les nouveaux produits industriels. La dépréciation du taux de change effectif réel, qui dénote une amélioration de la compétitivité-prix, peut résulter d'un accroissement des exportations existantes ou de l'ouverture de nouveaux marchés d'exportation. Toutefois, cela suppose une capacité excédentaire d'exportation et la satisfaction du théorème des élasticités critiques, mieux ce mouvement de dépréciation doit refléter une évolution des variables macroéconomiques fondamentales. *Une expansion budgétaire* semble favoriser le processus de diversification contrairement à une rigueur budgétaire. Cependant, le moyen de financement de cette expansion importe largement, de même que sa destination qui doit être consacrée en priorité à l'amélioration des capacités de production de l'économie.

III.2 Facteurs institutionnels et politiques

Rodrik et Rodriguez (1999) trouvent que l'ouverture commerciale (matérialisée à travers les accords de libre-échange) pousse à une spécialisation, conformément aux théories traditionnelles du commerce international, notamment la théorie des avantages comparatifs de Ricardo.

IV. Revue des travaux empiriques pour la zone CEMAC et Mesures de diversifications retenues dans le cadre de cette étude

IV.1 Travaux sur la diversification économique en zone CEMAC

Cottet, Madariaga et Jégou (2012) utilisent un indicateur traditionnel et proposent deux indicateurs, pour saisir la dynamique de diversification en zone franc. Ils montrent que les exportations des pays de la zone franc sont plus concentrées que celles des autres pays en développement. Aussi, la sophistication technologique de leurs exportations apparaît-elle très faible. Par ailleurs, ils identifient trois groupes de pays parmi lesquels le Cameroun fait partie des pays les moins concentrés et relativement diversifiés sur le plan technologique ; le Congo, le Gabon et la Guinée Equatoriale des pays très concentrés et relativement diversifiés sur le plan technologique ; le Tchad et la RCA étant dans le groupe des pays les plus concentrés. Les auteurs de l'étude sur la diversification en zone

¹² Ainsi, l'augmentation du revenu par habitant s'effectue dans un premier temps conjointement à une accélération du processus de diversification, puis d'une spécialisation de la production et de l'emploi.

CEMAC contenue dans le rapport sur la zone franc 2007 de la Banque de France utilisent trois indices dits « traditionnels » : l'indice d'Ogive, l'indice de Hirschman normalisé et l'indice agrégatif de spécialisation. L'analyse des trois indices permet aux auteurs de conclure à un faible niveau de diversification économique en zone CEMAC, les produits d'exportation étant très concentrés.

IV.2 Mesures de diversifications retenues

Trois indicateurs complémentaires ont été retenus pour analyser l'évolution de la diversification économique dans les pays de la CEMAC : **indices d'Herfindhal, de Theil et de Finger-Kreinin (voir en annexe).**

V. Evaluation empirique

V.I Sources de données

Les informations utilisées proviennent de la base de données COMTRADE de l'ONU (*wits.worldbank.com*). Néanmoins, elle ne contient pas de séries de données pour la Guinée-Equatoriale et le Tchad. De plus, celles relatives aux autres pays de la CEMAC sont entachées de plusieurs valeurs manquantes. Afin de corriger cela, les données produites par la BEAC dans le cadre de l'exercice de programmation monétaire auraient pu être utilisées. Toutefois, cette base de données ne recense que les principaux produits d'exportation des pays de la CEMAC. Or, le calcul des divers indices de diversification nécessite de disposer de tous les flux d'exportations, surtout pour l'indice de Theil basé sur une analyse des lignes d'exportation actives et inactives. Cette exigence milite au regard des objectifs assignés à ce travail, pour le choix de la base COMTRADE. Les données sont sous le système de nomenclature HS0 (*Harmonized System*).

Tableau 1 : Nombre de lignes d'exportation par pays et par année

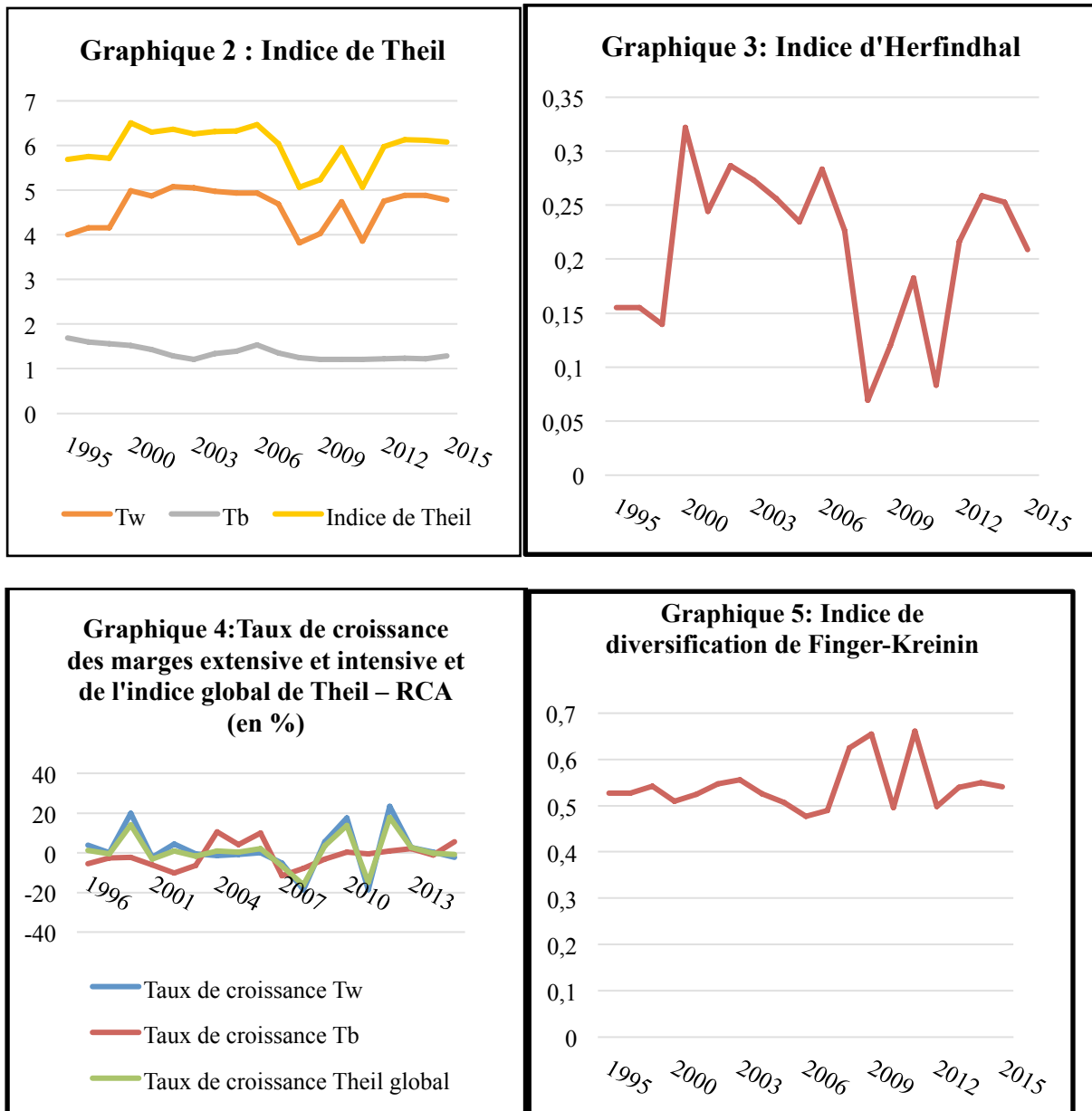
	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	
Cameroun			924	1012	1053			1089	1195	1382	1499	1318	1248	1085	1295	1440	1499	1491	1499	1481	1445	1468	1372	
RCA	167	159	249	150	182	176	179	176	183	145	83	89	115	50	72	65	61	54	50	79	61	30	38	
Congo	314	393	378												594	673	660	673	934	771	686	782		
Gabon	457	462		598	616	779	818	777	801	711	672	614	730	599	656	746								

Source : COMTRADE Database

Le Cameroun, qui a la structure productive relativement la plus diversifiée exporte également la plus grand nombre de produits. Ce constat nous rassure sur le miroir de la diversification économique que constitue la diversification des exportations. Comme le *tableau 2* l'indique, les données sont assez parcellaires et souffrent de nombreuses informations manquantes, notamment en ce qui concerne le Congo (de 1996 à 2006) et pour le Gabon (de 2010 à 2015). De même, les dernières informations datent de 2015.

V.II Présentation des résultats et interprétation

- **Cameroun** : l'indice d'Herfindhal est plus volatile que l'indice de Theil. Entre 2000 et 2010, la réduction de la concentration des exportations est à l'œuvre. L'indice passe ainsi d'une valeur de 0,32 à 0,18. Toutefois, les minima de l'indice sont atteints en 2008 et 2011, correspondant aux deux années au cours desquelles les prix du pétrole étaient les plus élevés. Même l'indice global de Theil atteint son minimum au cours de ces deux années.

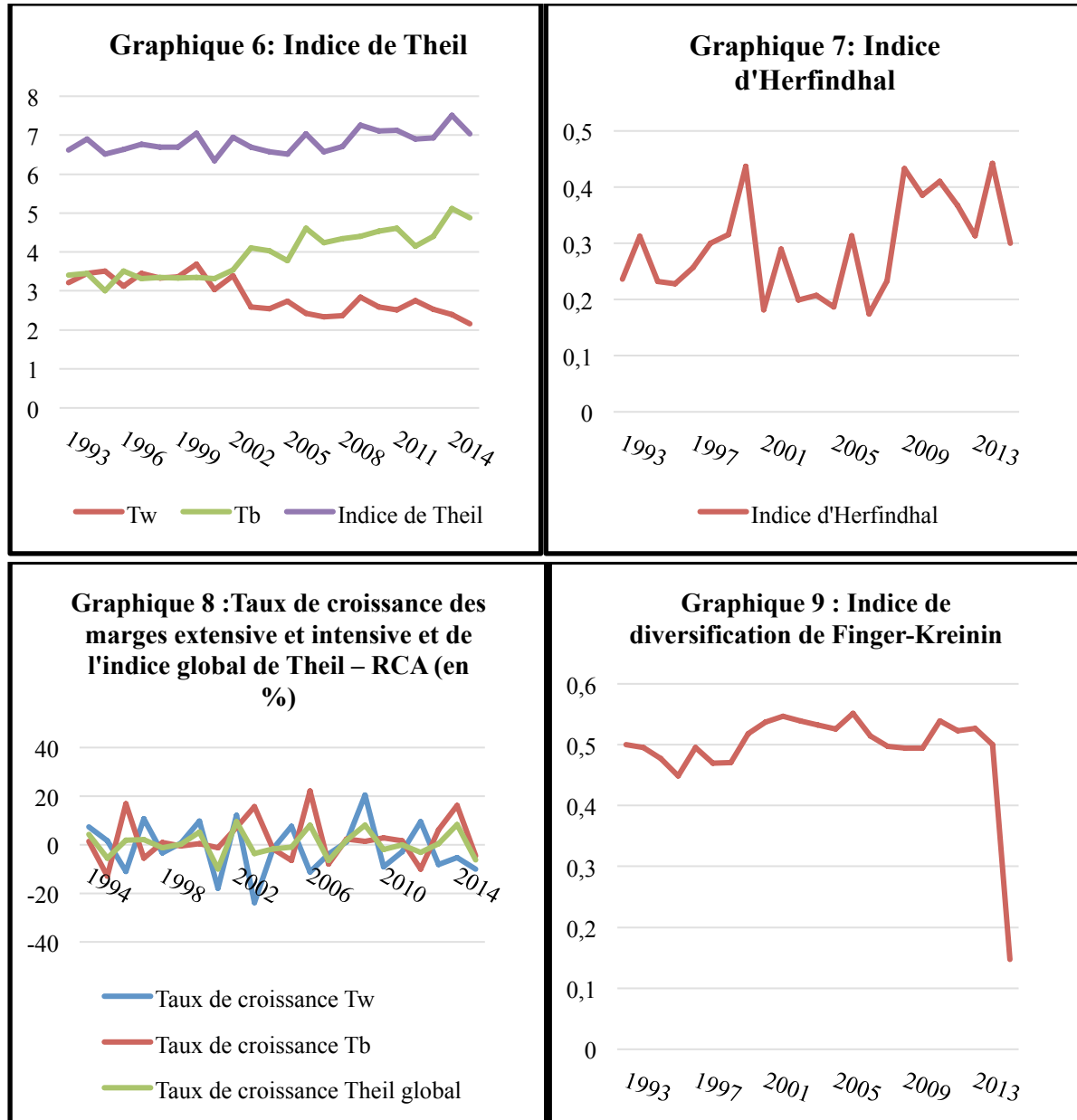


Source : Nos calculs sur données COMTRADE

Sur le *graphique 4*, nous observons que la fluctuation de l'indice global de Theil suit presque exactement l'évolution de sa composante 'within', c'est-à-dire de sa marge intensive, supposant que depuis 25 ans, la croissance des exportations ne reflèterait qu'une recombinaison de la part des biens d'exportation dans les exportations totales. Entre 1996 et 2003, la diversification s'est faite par la marge extensive (*Graphique 4*). Le taux de croissance de la composante 'between' étant inférieur à celui de la composante 'within'. Entre 2003 et 2006, la convergence des parts d'exportation explique la dynamique de diversification. Après cette date malgré les fluctuations importantes de la marge intensive, l'écllosion de nouveaux produits d'exportation caractérise le phénomène de diversification. En effet, le nombre de produits exportés par le Cameroun suivant la nomenclature HS0 passe de 1085 en 2006 à 1468 en 2014 (*Tableau 2*).

Par rapport à la structure mondiale des exportations, la tendance est à la stagnation depuis plus de 20 ans (*graphique 5*). Toutefois, sur la période 2007 -2012 où les cours de matières premières notamment le pétrole ont connu leur pic, on peut observer que la divergence a été plus marquée, l'indice se portant à plus de 0,6.

• **RCA** : l'indice d'Herfindhal de la Centrafrique (*graphique 7*) permet de définir trois principales phases dans la composition de ses exportations : *i*) Entre 1993 et 2000, un phénomène progressif de concentration est à l'œuvre avec un maximum de l'indice qui est atteint en 2000 (0,44) ; *ii*) A partir de 2001 et ce jusqu'en 2008, une brève diversification se produit avec un indice d'Herfindhal se situant en moyenne à 0,22 ; et *iii*) à compter de 2009, une reconcentration se poursuit. La moyenne de l'indice est de 0,37.



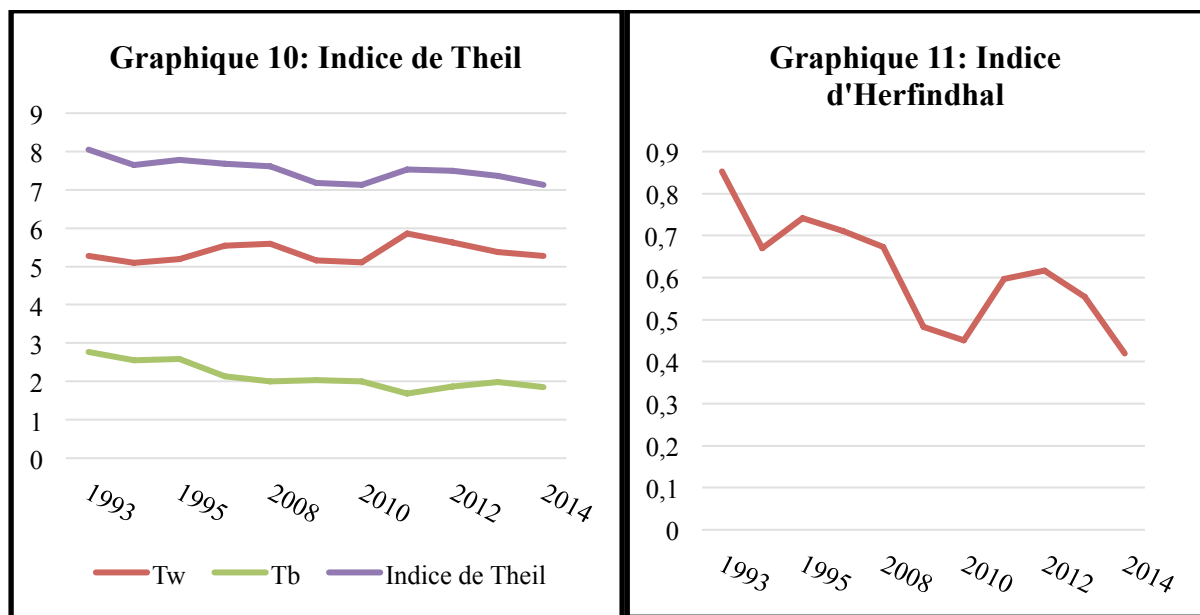
Source : Nos calculs sur données COMTRADE

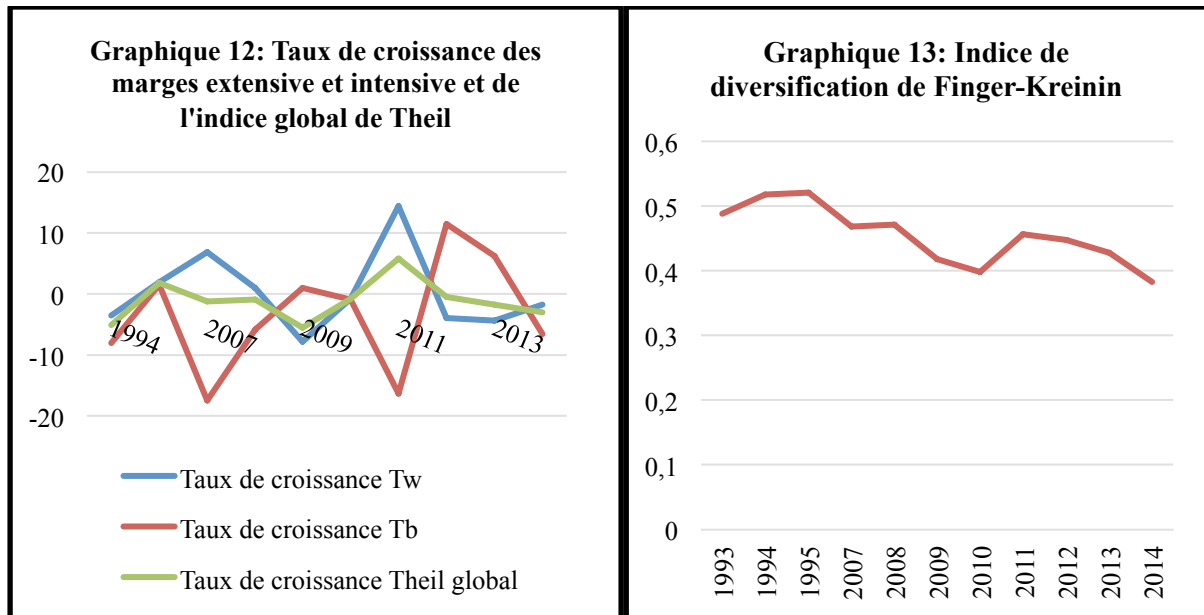
Le *graphique 8* montre que les taux de croissance des marges extensive et intensive pour la RCA sont très erratiques, rendant difficile leur interprétation. Entre 1993 et 2000, la contribution de chaque marge au phénomène de concentration est similaire. Cette affirmation est renforcée par l'analyse de leurs valeurs en niveau (*graphique 6 et 7*) qui semblent à peu près égales sur la période. Toutefois, sur la période 2001-2008, la relative diversification évoquée plus haut est essentiellement explicable par une convergence des parts de chaque produit d'exportation. En témoigne le *graphique 8* où le niveau de la marge intensive est inférieur à celui de la marge extensive. Après 2008, la

reconcentration à l'œuvre se caractérise par une réduction du nombre de produits exportés. Il passe de 65 en 2008 à 38 en 2015 (tableau 2). Ceci se vérifie également sur les graphiques 6 et 7 où l'on observe que la valeur de la marge extensive est supérieure à la marge intensive.

De même, sur le *graphique 8*, il ressort une stabilité de la déviation de la structure exportatrice centrafricaine par rapport à la structure mondiale. L'indice se situe autour de 0,5. Cependant, cet indice semble être biaisé par le nombre de produits exportés qui est inférieur à 50 pour la RCA. En effet, cet indice n'est pas normalisé, contrairement aux deux précédents qui le sont, dans leur écriture, à l'aide du rapport entre le nombre de lignes d'exportations du pays et le nombre de lignes d'exportations maximales. Alors qu'on aurait dû s'attendre à une augmentation brutale de cet indice du fait de la situation politique qui s'est dégradée à partir de 2013, on observe plutôt une baisse de l'indice, synonyme, en principe, de convergence des distributions de parts d'exportation.

- **Congo** : bien qu'affichant une tendance baissière, l'indice d'Herfindhal du Congo (graphique 9) reste tout de même structurellement élevé. L'on peut noter qu'il avoisinait 0,9 au début de la décennie 1990. Par ailleurs, après 2007 sa valeur a considérablement baissé pour repartir à la hausse à partir de 2011. En effet, ce changement de tendance serait à mettre en lien avec l'embellie des cours des matières premières notamment le corollaire qui aurait pour corollaire la reconcentration des exportations autour des produits pétroliers. Ainsi, cette valeur est repartie à la baisse à partir de 2013 pour se situer 0,4 son niveau historique le plus bas.

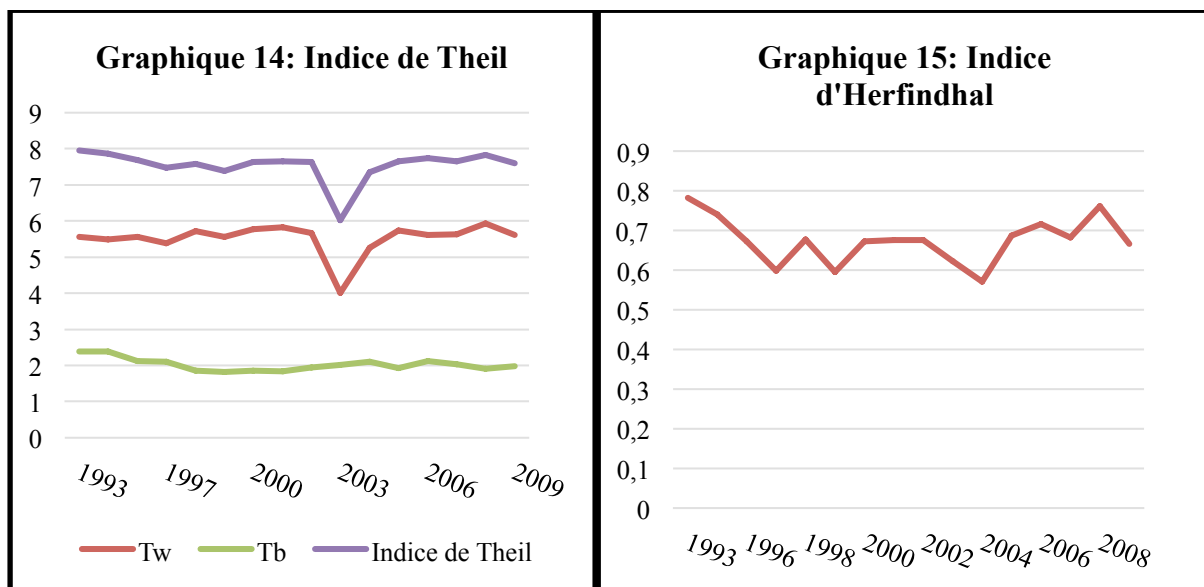


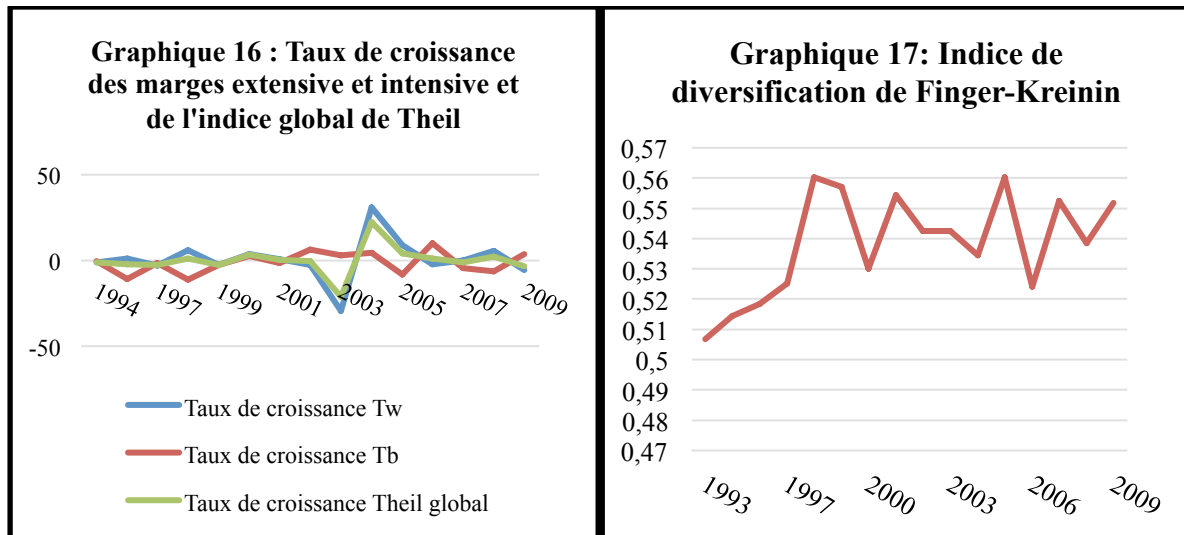


Source : Nos calculs sur données COMTRADE

Le graphique 10 exhibe le fait que la valeur de la marge extensive est inférieure sur tout l'échantillon à celle de la marge intensive. Bien plus, les taux de croissance de la composante 'between' ont tendance à être inférieure à ceux de la composante 'within'. Il apparaît dès lors que la relative diversification évoquée plus haut est principalement due à l'émergence de nouveaux produits exportés. A rebours des autres pays de la CEMAC, la divergence de la structure exportatrice du Congo vis-à-vis de celle du monde se réduit graduellement.

- **Gabon** : suivant l'analyse de l'indice d'Herfindhal pour le Gabon (graphique 13), le processus de diversification a pratiquement stagné sur la période 1993-2009. Le nombre de produits exportés a été constant. De même, il ressort également que cet indice est relativement élevé pour le Gabon traduisant une relative concentration des exportations.





Source : Nos calculs sur données COMTRADE

Le taux de croissance de l'indice global de Theil suit presque exactement celui de sa composante 'within'. Cela montre que l'évolution de la structure des exportations au Gabon s'explique par la modification des poids des biens exportés plutôt que par l'arrivée de nouveaux produits à l'exportation. Par ailleurs, il ressort que depuis près de 20 ans, la similarité entre les structures des exportations gabonaises et mondiale est au moins 50 %. Toutefois, on peut également relever qu'entre 2000-2009, l'indice de similarité (*indice de Finger-Kreinin*) affiche un comportement relativement erratique tout en oscillant entre 0,52 et 0,56. Ce qui laisse à penser que la structure exportatrice du Gabon n'a pas changé depuis 2000.

Conclusion

L'objectif de ce travail était de proposer des indicateurs de diversification pour la CEMAC. Au vu de la situation macroéconomique et des défis de développement dans lesquels ces pays sont engagés, le processus de diversification apparaît comme la voie vers une minimisation des effets des chocs externes. Elle constitue aussi une étape obligée vers l'émergence. Ainsi, pour saisir et évaluer la dynamique de ce processus, il apparaît évident qu'un/des indicateurs s'avèrent essentiel. De ce fait, nous avons proposé deux indicateurs (*l'indice d'Herfindhal et l'indice de Theil*). Ces deux indicateurs peuvent être complétés par un autre permettant de situer la structure des exportations des pays de la CEMAC par rapport à celle du monde. Il en ressort que pour tous les pays de la CEMAC¹³, le taux de croissance de l'indice global de Theil suit presque toujours celui de sa composante 'within'. En outre, l'évolution de la structure des exportations de la CEMAC n'a été que le reflet de la recombinaison des parts des produits exportés existants dans les exportations. Cela traduit dans une certaine mesure la relative incapacité à proposer de nouveaux produits.

¹³ Compte tenu de la disponibilité des données, il s'agit ici du Cameroun, de la République Centrafricaine, du Congo et du Gabon

Encadré : Mesures de diversification retenues

- **Indice d'Herfindhal (1950)** : Il a pour formule : $H = \sum_{i=1}^n a_i^2$ avec $a_i = \frac{x_i}{\sum_{i=1}^n x_i}$

Où : x_i représente la valeur en dollars US des exportations de la ligne d'exportations i ; n représente le nombre de lignes d'exportations totales, indépendant du pays ou du temps. Celui-ci a été calibré à 5000 qui est la moyenne du nombre de lignes d'exportations potentielles dans tous les systèmes harmonisés de classification. Pour simplifier son interprétation, il convient de le normaliser comme suit :

$$H_{normalisé} = \frac{H - 1/n}{1 - 1/n}$$

De par sa construction, la valeur de l'indice d'Herfindhal normalisé évolue entre 0 et 1. Une valeur de l'indice proche de 1 indique une forte concentration des exportations sur un petit nombre de produits. Des valeurs proches de 0 symbolisent une forte diversification des exportations.

- **Indice de Theil (1972)** : Sa formule est donnée comme suit : $T = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^n \frac{x_i}{\mu} \ln \left(\frac{x_i}{\mu} \right)$ avec $\mu = \frac{1}{n} \sum x_i$

Cadot, Carrère et Strauss-Kahn (2009) proposent une décomposition de cet indice en composante inter et intra-groupe. Ainsi, on a :

$$T^B = \sum_{j=0}^J \frac{n_j \mu_j}{n \mu} \ln \left(\frac{\mu_j}{\mu} \right) \quad T^W = \sum_{j=0}^J \frac{n_j \mu_j}{n \mu} \left[\frac{1}{n_j} \sum_{i \in G_j} \frac{x_i}{\mu_j} \ln \left(\frac{x_i}{\mu_j} \right) \right]$$

Avec T^B et T^W respectivement la composante inter-groupes et intra-groupe de l'indice de Theil, où : G_j , les $J+1$ groupes de produits d'exportation potentiels ($j=0, \dots, J$) ; n_j , le nombre de produits d'exportation dans le groupe j ; μ_j la valeur moyenne en dollars US des exportations dans le groupe j ; x_i la valeur en dollars US des exportations de la ligne d'exportation i .

- **Indice de Finger-Kreinin (1979)** : Cette mesure compare la distribution des parts d'exportations du pays avec la distribution mondiale. Elle s'exprime comme suit :

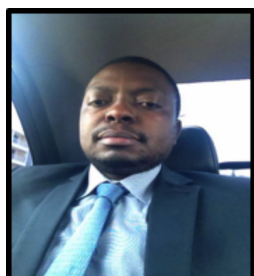
$$FK_t = \left(\sum_{i=1}^n \left| \frac{x_i^d}{\sum x_i^d} - \frac{x_i^w}{\sum x_i^w} \right| \right) / 2$$

Avec x_i^d la valeur domestique d'exportation du produit i ; x_i^w la valeur mondiale d'exportation i . C'est un indice de similarité des exportations. Sa valeur est comprise entre 0 et 1. Plus l'indice est proche de 1, plus la divergence par rapport à la structure mondiale est élevée.

BIBLIOGRAPHIE

1. **Amurgo-Pacheco, A. et Pierola, M.D.** 2008. "Patterns of export diversification in developing countries: intensive and extensive margins". The World Bank Policy research Working paper, 4478.
2. **Banque de France.** 2007. Diversification économique en Afrique Centrale : état des lieux et enseignements. Rapport sur la zone franc.
3. **Ben Hammouda, H., Karingi, S., Njuguna, A. et Sadni Jallab, M.** 2006a. "Diversification : towards a new paradigm for Africa's development"
4. **Berthélemy J.C.,** Commerce international et diversification économique, Revue d'économie politique, Vol. 115, No. 5, pp. 591-611
5. **Besedes, T. et Prusa, T.** 2007. "The role of extensive and intensive margins and export growth". NBER working paper series, WP 13628
6. **Brenton, P. et Newfarmer, R.** 2007. "Watching more than the discovery channel to diversity exports" Policy research working paper 4302, The World Bank
7. **Cadot, O., Carrère C. et Strauss-Kahn V.** 2011. "Trade diversification, income, and growth : what do we know ? ". Working Paper Development Policies N° 33 FERDI
8. **Carrère, C., Cadot, O. et Strauss-Kahn, V.** Measures of export diversification. Policy Brief No 11 FERDI
9. **Cottet, C., Madariaga, N. et Jégou, N.** 2012. La diversification des exportations en zone franc : degré, sophistication et dynamique. Macroéconomie et Développement AFD No 3.
10. **Easterly, W. et Reshef, A.** 2010. "African export successes: surprises stylized facts and explanations". NBER Working Paper No 16597.
11. **Economic Commission for Africa and African Union.** 2007. "Accelerating Africa's development through diversification". Economic Report on Africa.
12. **Finger, J. et Kreinin M.** 1979. "A measure of 'export similarity' and its possible uses" The Economic Journal n°89: 905-12
13. **Gelb, A.** 2010. Diversification de l'économie des pays riches en ressources naturelles. Contribution préparée pour le séminaire de haut niveau du FMI *Ressources naturelles, finance et développement*.
14. **Hausmann, R. et Klinger, B.** 2006. "Structural transformation and patterns of comparative advantage in the product space". CID Working Paper No. 128.
15. **Hausmann, R. et Rodrik, D.** 2003. "Economic development as self-discovery".
16. **Hausman R., Hwang J. et Rodrik D.** 2007. "What you export matters". Journal of Economic Growth, Volume 12, Issue 1, pp 1-25.
17. **Henn, C., Papageorgiou, C. et Spatafora, N.** 2013. "Export quality in developing countries". IMF Working Paper No 108
18. **Hesse, H.** 2009. "Export diversification and economic growth" Working Paper N.21 Commission On Growth and Development
19. **Hummels, D. et Klenow, P.J.** 2005. "The variety and quality of a nation's exports". The American Economic Review, Vol 95, No 3.
20. **Imbs, J. et Wacziarg, R.** 2003. "Stages of diversification". The American Economic Review, Vol 93, No 3.
21. **Klinger, B. et Lederman, D.** 2006. "Diversification, innovation and imitation inside the global technological frontier". World Bank Policy Research Working Paper 3872
22. **Melitz, M.J.** 2003. "The impact of trade on intra-industry reallocations and aggregate industry productivity". Econometrica, Vol 71, No 6.
23. **Osakwe, P.N.** 2007. "Foreign aid, resources and export diversification in africa : a new test of existing theories". African Trade Policy Center Work In Progress No 61.
24. **Pham, C. et Martin, W.** 2007. "Extensive and intensive margin growth and developing country exports". World Bank.
25. **Prebisch, R.** 1959. "Commercial policy in under-developed countries". The American Economic Review, Vol 49, No 2.
26. **Pupion Pierre-Charles.** Indices de diversification. In: Revue d'économie industrielle, vol. 76, 2e trimestre 1996. pp. 115-123
27. **Rodrik, D.** 2006. "What's so special about china's exports". NBER Working Paper Series 11947
28. **Tchatchouang J.C.,** 2014. Le décollage économique de l'Afrique. Etudes africaines, L'Harmattan

Monographies des auteurs



LONKENG Simplicie Duclair
Ingénieur Statisticien
Economiste

Chef du Service des Etudes
Macroéconomiques, Monétaires
et financières

Direction des Etudes et de la
Stabilité Financière de la BEAC.



MBOHOU Chistelle Louisa
Economiste

Adjointe au Chef de Service de
l'Environnement International, des
Publications et de la Documentation à

Direction des Etudes et de la Stabilité
Financière de la BEAC.



SOUEKOLO OKONGO H.W
Ingénieur Statisticien
Economiste

Chef du Service des Statistiques
Monétaires et Financières

Direction des Etudes et de la
Stabilité Financière de la BEAC



NGOMBA BODI Francis Ghislain

Economiste

Direction de la Recherche de la BEAC.

Comité de Validation

La coordination de la publication du BES est assurée par un Comité de validation. Celui-ci a pour responsabilité principale de valider les articles et les études proposés pour publication dans le Bulletin. Il veille également au respect des dates de parution du Bulletin. Il est composé comme suit :

Président: NSOM Blaise Eugène, Directeur Central des Etudes et de la Stabilité Financière

Vice-Président : le Directeur Central de la Recherche

Membres :

- **DIFFO NIGTIOPOP Georges,**

1^{er} Adjoint au Directeur Central des Etudes et de la Stabilité Financière

- **MVOU Martial**

1^{er} Adjoint au Directeur Central de la Recherche

- **MVONDO Emile Thierry**

2^{er} Adjoint au Directeur Central de la Recherche

- **MOUNKALA Evrard Ulrich Herménégilde**

2^{er} Adjoint au Directeur Central des Etudes et de la Stabilité Financière

- **MBOMPIEZE Jean René**

Chef du Service de l'Environnement International, Publication et Documentation

- **MBOHOU Christelle Louisa**

Adjointe au Chef du Service de l'Environnement International, Publication et Documentation

- **GOMBA EBIKILI Claise Borgia**

Service de la Conjoncture et des Statistique Sectorielles

- **ANYE SIRI Priscilla**

Service de l'Environnement International, Publication et Documentation